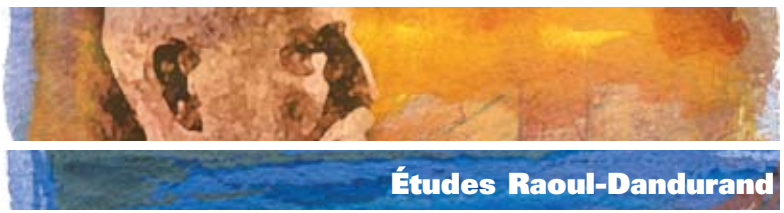
Philippe Beaulieu-Brossard

Opération Ajax, 1953



Le mythe fondateur des tensions entre l'Iran et l'Amérique

Étude Raoul-Dandurand **19** publiée par la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques

Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
Raoul-Dandurand Chair
of Strategic and Diplomatic Studies

OPÉRATION AJAX, 1953
Le mythe fondateur des tensions entre l'Iran et l'Amérique

Philippe Beaulieu-Brossard

[ÉTUDE RAOUL-DANDURAND N°19]

La Chaire Raoul-Dandurand est une structure de développement, de formation et de diffusion de la recherche. Elle constitue une interface entre le monde scientifique et le grand public dans le domaine des études stratégiques et diplomatiques.

Les opinions exprimées dans ces Études n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. Les articles publiés restent la propriété de l'éditeur. Sauf à des fins de citation, toute reproduction, par quelque procédé que ce soit, est interdite sans l'autorisation écrite de :

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal
455, boul. René Lévesque Est, Pavillon Hubert-Aquin
4e étage, bureau A-4410
Montréal (Québec) H2L 4Y2

Révision : Anne-Lucie Acar
Mise en page et conception graphique : Olivier Lasser et Amélie Barrette

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2009
ISBN : 978-2-922844-61-0

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Raoul-Dandurand Chair of Strategic and Diplomatic Studies

UQÀM
Prenez position

www.dandurand.uqam.ca

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION : L'OMBRE DE 1953 7

UN CONSTRUCTIVISME AU CŒUR DU PROCESSUS DÉCISIONNEL 10
- L'intérêt national : ce que les dirigeants en font 10
- La sécuritisation : l'art de la sécurité 12
- Deux rouages décisionnels : l'entreprenariat et la pensée groupale 12

CONTEXTE : COMMUNISME ET ZIZANIE ANGLO-IRANIENNE 15
- Guerre froide : un sentiment de recul du « monde libre » 15
- Le dossier iranien : l'antécédent « rouge » et Mossadegh 16

L'URSS SANS STALINE ? « WE HAVE NO PLAN » 19
- Une fenêtre d'opportunité pour le « Rollback » : John Foster Dulles 19
- Eisenhower : pour une main tendue ou une offensive de paix ? 20

OPÉRATION AJAX : LA CONSTRUCTION D'UN COUP D'ÉTAT 21

LA QUESTION IRANIENNE SÉCURITISÉE : TROIS RÉUNIONS CLEFS 22
- La cascade de sécuritisation : NSC, 4 mars 1953 22
- La consolidation de la sécuritisation : NSC, 11 mars 1953 24
- Un plan sans opposition : réunion du 25 juin 1953 au Département d'État 25

AUCUNE ALTERNATIVE À AJAX ? LES REPRÉSENTATIONS DISQUALIFIÉES 27
- Ajax et les producteurs de l'interprétation dominante 29
- Le volontarisme de Allen W. Dulles : Entrepreneur exécutif 29
- Les dominos de John Foster Dulles : Entrepreneur de normes 31
- Le coup préventif de Dwight Eisenhower 33

UN COUP QUI TOMBE SOUS LE SENS ? LE MÉCANISME DU CONSENTEMENT 35
- Une décision symptomatique de pensée groupale 35
- Un NSC en proie à un « prédateur décisionnel » 36

L'EMPREINTE DE L'OPÉRATION AJAX 37

CONCLUSION 38
- Implications théoriques 40
- Agenda de recherche 41

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE 43
ANNEXES 49
DÉJÀ PARU DANS CETTE COLLECTION 51

OPÉRATION AJAX, 1953
Le mythe fondateur des tensions entre l'Iran et l'Amérique

Par Philippe Beaulieu-Brossard [1]*

RÉSUMÉ

« La CIA a orchestré un coup d'État. » Si l'on observe cette affirmation avec nos yeux de 2009 en la projetant sur l'environnement mondial actuel et passé, elle semble n'avoir pratiquement rien d'insolite. Ne serait-ce que pour la guerre froide, notre imagination collective regorge de gouvernements destitués sous l'influence d'une main invisible dirigée de l'extérieur. Pourtant, l'emploi du coup d'État ne va pas de soi pour l'institution américaine lorsqu'elle est formée en 1947. En revanche, en 1953, l'administration Eisenhower crée un précédent lorsqu'elle entérine l'Opération Ajax en Iran dont l'objectif est de détrôner le gouvernement de Mohammad Mossadegh. Plus qu'une simple manœuvre politique, l'acte s'est transformé en mythe pour graver l'imaginaire iranien avec un tel impact que l'on peut toujours en percevoir les manifestations aujourd'hui. Le présent texte n'a donc pas comme objectif de faire une généalogie complète du « coup d'État », mais de mettre en lumière comment s'est construite et généralisée l'idée que son emploi représentait la meilleure solution à la question iranienne. Plongeant notre analyse au cœur de l'agence, celle-ci met à l'épreuve l'hypothèse voulant que le consensus entourant l'Opération Ajax soit intimement lié à l'interprétation de la situation et à l'action de deux entrepreneurs – John Foster Dulles (Secrétaire d'État) et Allen W. Dulles (Directeur de la CIA) – au sein du processus décisionnel. Pour atteindre ce résultat, l'étude qui suit marie une approche constructiviste et d'analyse du

---

1 Avant tout, je voudrais remercier profondément Charles-Philippe David pour ses commentaires, sa générosité, son dévouement et sa passion contagieuse, sans qui, cette publication n'aurait pu voir le jour. D'autre part, je ne pourrai jamais être assez reconnaissant envers Catherine Goulet-Cloutier pour son œil critique d'une acuité inégalée et pour ses remarques éclairantes sur de précédentes versions. De plus, j'aimerais remercier ma collègue Julie Dufort d'avoir attiré mon attention sur une partie de la documentation concernant le volet théorique de cette recherche. Enfin, j'assume l'entière responsabilité des erreurs et des positions contenues dans cette étude.

* L'auteur est chercheur à la Chaire Raoul-Dandurand et candidat à la maîtrise en science politique à l'UQÀM.

** N.B. : Les citations sont conformes aux sources originales malgré les erreurs linguistiques qu'elles peuvent contenir.

processus décisionnel. Elle met donc l'accent non seulement sur une analyse discursive des documents officiels, des réunions et du discours des décideurs, mais aussi sur le caractère de ces derniers et sur le contexte décisionnel dans lequel ils interagissent.

INTRODUCTION : L'OMBRE DE 1953

« To those who cling to power through corruption and deceit and the silencing of dissent, know that you are on the wrong side of history, but that we will extend a hand if you are willing to unclench your fist[2]*. »*
Barack Obama, Président des États-Unis
(Discours d'inauguration), 20 janvier 2009, Washington

« Those who say they want to change their policies should now pay attention. It is more than 60 years that the successive American governments stood at the opposition of the Iranian nation. In 1332 [1953] with a coup they toppled the national government of Iran and replaced it with a harsh, unpopular and despotic regime. […] We welcome change but on the condition that the change is fundamental and on a right course[3]*. »*
Mahmoud Ahmadinejad, Président de la République Islamique d'Iran
28 janvier 2009, Kermanshah, Iran

« For many years, Iran has defined itself in part by its opposition to my country, and there is in fact a tumultuous history between us. In the middle of the Cold War, the United States played a role in the overthrow of a democratically elected Iranian government. Since the Islamic Revolution, Iran has played a role in acts of hostage-taking and violence against U.S. troops and civilians. This history is well known. Rather than remain trapped in the past, I've made it clear to Iran's leaders and people that my country is prepared to move forward. The question now is not what Iran is against, but rather what future it wants to build[4]*. »*
Barack Obama
4 juin 2009, Caire, Égypte

Alors que Barack Obama amorce sa présidence en tendant la main à l'Iran dans son discours d'inauguration, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad répond en démontrant davantage de méfiance que d'ouverture. Le coup d'État de 1953 que le président évoque dans le passage cité plus haut est plus qu'un simple traumatisme national. Son récit s'est développé pour devenir le véritable mythe fondateur de la

---

2 Barack Hussein Obama, « President Barack Obama's Inaugural Address », [En ligne]. 21 janvier 2009. www.whitehouse.gov/the_press_office/President_Barack_Obamas_Inaugural_Address/ (page consultée le 24 juillet 2009)

3 Ebrahim Norouzi, Mahmoud Ahmadinejad's Speech in Kermanshah, Iran -January 28, 2009, [En ligne]. www.mohammadmossadegh.com/news/iran-to-obama-show-us-the-change/ (page consultée le 15 mars 2009)

4 Office of the press Secretary,« Remarks by the president: On a new beginning », [En ligne], 4 juin 2009. www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09/ (page consultée le 24 juin 2009)

vision des relations entre l'Iran et les États-Unis[5]. Plus précisément, dans le récit iranien, le renversement du gouvernement de Mossadegh est perçu comme l'élément qui vient cristalliser le sentiment d'une nation humiliée et exploitée par les grandes puissances depuis plus de deux siècles[6]. Il en est l'ultime référent. Mais avant le mythe, il y a l'acte. S'il est pertinent de mettre ses sources en lumière pour mieux saisir le passé, il l'est tout autant pour déchiffrer le présent alors que son écho se fait ressentir sur tous les enjeux dont les questions soulevées par le projet du nucléaire iranien, en tête de liste de l'agenda de la présidence d'Obama. Sur cette question, l'option d'ouverture au dialogue entre les deux États de la présente administration n'est d'ailleurs pas une première. On se souvient de Madeleine Albright – Secrétaire d'État sous l'administration Clinton – qui a déclaré en 2000 que les États-Unis regrettaient d'avoir été derrière le coup d'État de 1953[7]. Pour le président actuel, ne pas rester prisonnier du passé, aller au-delà de 1953 et de 1979[8], voilà comment Obama signifie au Caire le souhait de surpasser les mythes entre l'Iran et l'Amérique, plutôt que de se complaire à maintenir une rhétorique agressive, le doigt pointé. 1953 n'a donc toujours pas quitté l'imaginaire politique et les grands discours. En revanche, si sa signification demeure la même dans les rues de Téhéran, son interprétation s'est profondément métamorphosée à la Maison-Blanche.

En d'autres termes, les regrets actuels contrastent de manière fracassante avec l'interprétation de la situation par l'administration Eisenhower en 1953. À l'époque, le renversement du gouvernement de Mossadegh est interprété comme étant la dernière option pour prévenir un coup d'État communiste en Iran. De plus, après en avoir fait le bilan, l'Opération Ajax est représentée comme un chef d'œuvre d'opération clandestine et inspire la CIA pour les coups d'État subséquents. Alors, comment expliquer ce contraste entre la vision actuelle du coup d'État de 1953 et son interprétation dans les années 50 ? Plus précisément, comment l'Opération Ajax a-t-elle pu être interprétée comme *allant de soi* («*self-evident*»), comme étant l'ultime alternative de l'administration Eisenhower pour prévenir l'Iran de devenir communiste ?

En dépit de leur importance, ces questions sont largement absentes de la littérature sur le sujet. En effet, cette dernière se concentre essentiellement sur un débat concernant l'idée d'une continuité ou d'une rupture entre les administrations Truman et Eisenhower sur la question iranienne. Ainsi, un premier groupe s'évertue à défendre l'idée que le renversement de Mossadegh représente

---

5 Ali M. Ansari, *Confronting Iran: The failure of American Foreign Policy and the next great conflict in the Middle East,* New York: Basic Books, 2006, p. 36.

6 *Ibid.,* p. 37.

7 *Ibid.,* p. 177.

8 Année de la prise d'otages à l'ambassade américaine en Iran.

une rupture de l'administration Eisenhower avec la précédente[9]. Le deuxième, plus récent, soutient le contraire en démontrant que l'administration Eisenhower a suivi la même logique politique que Truman à l'égard de l'Iran pour finir avec une seule option sur la table : le coup d'État[10]. Par contre, aucun auteur ne s'attarde à montrer comment, au sein du processus décisionnel, s'est *construite* et *généralisée* l'idée qu'un coup d'État représentait la seule solution à la question iranienne.

Dans cette séquence, cette étude met à l'épreuve une hypothèse qui peut s'inscrire en trois temps : (1) Premièrement, la décision de procéder au renversement du gouvernement de Mossadegh en Iran est intimement liée à l'influence de l'interprétation de la situation par les frères Dulles (John Foster Dulles – Secrétaire d'État sous Eisenhower – et Allen W. Dulles – Directeur de la CIA sous la même administration). Leur interprétation sous-tend deux échelles de *représentations* pour légitimer l'Opération Ajax. La première est l'Union Soviétique comme étant toujours « dangereuse » et « agressive » suite à la mort de Joseph Staline. La deuxième est la *sécuritisation* de la situation en Iran, décrite comme étant catastrophique en raison du risque imminent d'un coup d'État communiste et d'un « effet domino » au Moyen-Orient. (2) Deuxièmement, l'examen du déroulement des réunions qui ont précédé l'approbation du coup d'État peut mettre en lumière deux phénomènes qui expliquent comment la vision des frères Dulles s'est généralisée. (2a) D'une part, la décision va de soi par une logique d'escalade graduelle dans la représentation de la gravité de la menace. (2b) D'autre part, cette escalade est symptomatique d'un processus de *pensée groupale* qui limite la proposition d'alternatives crédibles par les autres décideurs. (3) Troisièmement, le rôle du Président Eisenhower dans le processus décisionnel reste surtout en seconde ligne. D'une part, il *consolide* l'interprétation des frères Dulles qui sert de base afin de légitimer l'Opération. D'autre part, il délègue l'essentiel des décisions sur la question à la direction de la CIA et au Département d'État.

---

9 Mark J. Gasiorowski, «The 1953 Coup D'État in Iran», *International Journal of Middle East Studies,* vol. 19, nº 3 (1987), p. 261-286.; Moyara de Moraes Ruehsen, «Operation "Ajax" Revisited : Iran, 1953», *Middle Eastern Studies,* vol.29, nº 3 (1993), p. 467-486.; Harold Asbury Scott, «Covert Operations as an instrument of Foreign policy : U.S. intervention in Iran and Guatemala», Thèse : Carnegie Mellon University, 1999, 325 p. ; Ervand Abrahamian, *Op. cit.*, p. 182-215.; Kenneth Pollack, *The Persian puzzle : the conflict between Iran and America*, New York : Random House, 2004, 539 p. ; Stephen E. Ambrose et Richard H. Immerman, *Ike's spies : Eisenhower and the espionage establishment* , Garden City : Doubleday, 1981, 368 p.

10 Francis J. Gavin, «Politics, Power, and U.S. Policy in Iran, 1950-1953», *Journal of Cold War Studies,* vol. 1, nº 1 (1999), p. 56-89.; Zachary Karabell, *Architects of intervention : the United States, the Third World, and the Cold War, 1946-1962*, Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1999, 248 p. ; Steve Marsh, «Continuity and Change : Reinterpreting the Policies of the Truman and Eisenhower Administrations toward Iran, 1950-1954», *Journal of Cold War Studies,* vol. 7, nº 3 (2005), p. 79-123.; Steve Marsh,«The United States, Iran and operation "Ajax" : Inverting interpretative orthodoxy», *Middle Eastern Studies,* vol. 39, nº 3 (2003), p. 1-38.

Pour tenter de valider cette hypothèse, la démarche proposée s'amorce par le développement d'outils théoriques afin d'établir les fondements sur lesquels repose cette étude. Ensuite, les événements précurseurs les plus influents dans la pensée des dirigeants sont présentés dans l'intention de dresser un portrait contextuel de la décision. Puis, deux processus décisionnels – la vision de l'URSS à la suite de la mort de Staline et la vision de la situation en Iran – sont analysés pour illustrer le jeu des acteurs clefs. Enfin, les conséquences de l'Opération Ajax à court terme et à long terme sont survolées, en vue de comprendre la portée de cette prise de décision.

UN CONSTRUCTIVISME AU CŒUR DU PROCESSUS DÉCISIONNEL

« If one is interested in understanding the world from the agent's point of view […] then it is quite reasonable to take the agent's representations for granted and to proceed with analysis from there[11]. » Cette citation de Weldes résume bien notre architecture conceptuelle. Dans cet assemblage, l'État n'est qu'une abstraction dont la direction dépend du jeu des agents – les hommes et les femmes – qui participent ou influencent la prise de décision[12]. Notre étude se situe donc au cœur de l'agence et se concentre sur la première image. À ce niveau, quatre concepts sont utilisés pour fusionner une perspective constructiviste et d'analyse du processus décisionnel. Il s'agit des concepts d'*intérêt national* d'un angle constructiviste critique, de *sécuritisation*, d'*entrepreneur politique* et de *pensée groupale*.

L'intérêt national : ce que les dirigeants en font

D'entrée de jeu, le point central de notre architecture conceptuelle réside dans la conception constructiviste critique de l'intérêt national développée par Jutta Weldes[13]. Comme pour Morgenthau, Weldes concède que l'intérêt national est le baromètre principal pour comprendre la politique étrangère d'un État puisqu'il est le fondement de toute action étatique[14]. En revanche, l'auteure aborde le concept sous l'angle d'une théorie constitutive en posant la question : par quel processus l'intérêt national est-il défini ? À ce titre, l'État est l'institution prépondérante dans ce processus – de manière déjà construite – puisqu'il va de soi qu'identifier et

---

11 Jutta Weldes, «Bureaucratics Politics : A critical constructivist assessment», *Mershon International Studies Review,* vol. 42, no 2 (1998), p. 222.

12 Alex Macleod, Isabelle Masson et David Morin, « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales », *Études internationales*, vol. 35, nº 1 (2004), p. 24.

13 Jutta Weldes, *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis,* Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999, 316 p. ; Jutta Weldes, *Loc. cit.,* 1998, p. 216-225.; Jutta Weldes, «Constructing National Interests», *European Journal of International Relations,* vol.2, nº 3 (1996), p. 275-318.

14 Hans Morgenthau, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace,* Boston: Mcgraw-Hill, 2006, p. 5.

défendre l'intérêt national est sa tâche fondamentale[15]. Lorsqu'elle ouvre la boîte noire de l'État « États-Unis » durant la guerre froide, Weldes observe que les institutions qui gravitent autour des questions de sécurité – la Présidence, le Conseil de Sécurité Nationale (NSC), le Comité des Chefs d'États-majors Interarmées (JCS), le Département d'État, le Département de la Défense et la CIA – sont prépondérantes dans la définition de l'intérêt national[16]. Conséquemment, les éléments qui constituent ou non l'intérêt national sont le résultat de l'exercice du pouvoir des élites de sécurité nationale englobés d'un contexte social, culturel et historique.

Plus spécifiquement, avant que les décideurs puissent exercer leur choix définitif de politique étrangère, ils doivent nécessairement passer par un processus d'interprétation d'une situation «*x*» et de la manière d'y répondre[17]. « The national interest, that is, is constructed, is created as a meaningful object, out of shared meanings through which the world, particularly the international system and the place of the state in it, is understood[18]. » L'intérêt national n'est donc pas donné ou « *self-evident* » mais émerge des luttes de *représentations discursives* pour sa définition. Ces luttes pour imposer un consensus concernant la représentation d'une situation, d'un événement ou d'une menace sont le cœur du processus décisionnel et constituent ainsi le point focal de notre analyse. Une fois qu'une représentation dominante fait consensus, l'intérêt national qui en ressort vient automatiquement légitimer les politiques qui visent sa défense. Une représentation devient dominante lorsqu'elle fait *sens commun,* lorsqu'elle est prise pour acquise et tenue pour vraie (devient « *self-evident* »)[19]. Par exemple, Weldes démontre cette idée avec la métaphore de la théorie des dominos qui est d'ailleurs articulée par les décideurs de notre étude de cas. Elle avance que durant la guerre froide, dès qu'une situation est représentée avec succès comme une menace qui peut entraîner une réaction en chaîne de révolutions communistes – à l'image d'un jeu de domino, l'intérêt national émerge automatiquement de cette interprétation. Autrement dit, les États-Unis qui sont représentés par les décideurs comme l'entité à la tête du « monde libre » contre la menace « communiste » doivent agir pour freiner les conséquences d'un effet domino[20]. Cela va de soi étant donnée la définition même de la situation. En résumé, l'intérêt national n'est pas prédéterminé et fixe, à l'image des conceptions bureaucratiques ou réalistes, mais s'évalue de façon inductive, en analysant les pratiques discursives des dirigeants.

---

15 Weldes, *Op. cit.*, p. 108.
16 *Idem.*
17 Weldes, *Loc. cit.*, (1996), p. 276.
18 *Ibid.*, p. 277.
19 *Ibid.,* p. 283.
20 *Ibid.*, p. 283.

La sécuritisation : l'art de la sécurité

Le postulat selon lequel la sécurité est l'intérêt national primordial des États est une évidence pour plusieurs écoles de pensée traditionnelle. *Mais qu'est-ce qui fait d'un enjeu une question de sécurité ?* Pour répondre à cette question, Buzan, Weaver et de Wilde développent le concept de *sécuritisation*[21] (« *securitization* »)[22]. En deux mots, il s'agit du processus par lequel un agent fait d'un enjeu une *menace existentielle* qui vient légitimer des actions allant au-delà de la politique courante. Ainsi, un enjeu devient un enjeu de « sécurité » lorsqu'il est représenté et accepté comme tel par l'auditoire[23]. « "Security" is thus a self-referential practice, because it is in this practice that the issue becomes a security issue – not necessarily because a real existential threat exists but because the issue is presented as such a threat[24]. » Par exemple, l'environnement peut être un enjeu de sécurité pour l'État *«x»* tout en étant perçu comme un problème de politique normal pour l'État *«y»*. Pour *sécuritiser* un enjeu, un acteur doit effectuer un *acte de sécuritisation* (ou acte de langage) qui consiste en un discours qui identifie un problème politique comme étant une menace existentielle[25]. Ainsi, tout comme le concept d'intérêt national de Weldes, ce n'est pas à l'analyste de déterminer de manière déductive ce qui constitue un enjeu de sécurité[26]. Ce qui nous intéresse est l'interprétation qu'un acteur fait d'un enjeu et l'impact de cette interprétation. Il va sans dire que la décision de sécuritiser la situation en Iran en 1953 n'a pas eu à être soutenue par un acte de sécuritisation public puisque l'administration a eu recours à une opération clandestine en dehors de la connaissance de la population. Ainsi, notre utilisation du concept de sécuritisation de l'École de Copenhague est restreinte à l'audience que constitue le cercle décisionnel qui entoure Eisenhower concernant la décision d'entériner l'Opération Ajax. Pour faire jonction avec notre emploi du concept d'*intérêt national* de Weldes, la sécuritisation est vue comme un type de représentation dans notre assemblage théorique.

Deux rouages décisionnels : l'entreprenariat et la pensée groupale

Jusqu'à maintenant, notre assemblage théorique s'est dédié au caractère idéel des décisions prises par le cercle décisionnel. Toutefois, comment l'interprétation d'une situation survient et comment devient-elle dominante à l'intérieur de ce cercle ? Pour répondre à cette question, il est préférable de changer de loupe et de

---

21 Nous adoptons la traduction du terme « securitization » par sécuritisation à l'instar de C-P. David. (Charles-Philippe David, *La Guerre et la Paix : Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie,* Paris : Presses de Sciences Po, 2006, p. 64.)

22 Barry Buzan, Ole Weaver et Jaap de Wilde, *Security: A new framework for analysis,* Boulder : Lynne Rienner, 1998, 239 p.

23 *Ibid.,* p. 23.

24 *Ibid.,* p. 24.

25 *Ibid.,* p. 25.

26 *Ibid.,* p. 34.

plonger notre vision encore plus loin au cœur de l'agence en analysant les individus et l'environnement décisionnel dans lequel ils interagissent. À cette fin, les concepts d'entrepreneur politique et de pensée groupale sont développés pour enrichir notre analyse.

Tout d'abord, le concept d'entrepreneur politique a été employé à maintes reprises dans la littérature pour étudier l'impact d'un individu sur le processus global d'adoption d'une politique[27]. Plus précisément, ces auteurs utilisent ce concept pour démontrer comment un agent à la périphérie du pouvoir exécutif – par exemple, au Congrès, dans une Organisation Non-Gouvernementale (ONG) ou Internationale – réussit à promouvoir un projet ou une norme avec suffisamment de rayonnement pour avoir un impact sur les décideurs. Par contre, aucun d'entre eux ne s'est attaqué à opérationnaliser ce concept pour analyser le jeu des dirigeants entourant la présidence. Notre intention est donc de démontrer la possibilité d'appliquer ce concept à l'intérieur du cabinet. Pour atteindre ce résultat, notre conception d'un « entrepreneur politique » est entendue comme un acteur qui détient l'ambition profonde de prendre l'initiative pour faire adopter un projet ou diffuser une norme. Pour ce faire, l'entrepreneur politique « cadre » son discours pour tenter de structurer le débat de manière à coopter les organes ou les individus les plus influents pour le mener à ses fins[28]. Généralement, le projet en question se veut innovateur et son adoption ne doit pas ou ne devrait pas aller de soi[29]. « What is important is that the innovative idea is unique, a disjuncture from what constitutes standard operating procedures and the routines of current practice[30]. » Dans notre cas, il s'agit de l'adoption de l'Opération Ajax qui est la première opération de la CIA dont l'objectif est de détrôner un gouvernement démocratiquement élu.

---

27 Voir : Ralph G. Carter et James Scott, *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*, Durham: Duke University Press, 2009, 312 p. ; Ralph G. Carter, James M. Scott et Charles M. Rowling, «Setting a Course: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in Post-World War II U.S. Foreign Policy», *International Studies Perspectives*, vol. 5, nº 3 (2004), p. 278-299; Martha Finnemore et Kathryn Sikkink, «International Norm Dynamics and Political Change», *International Organization*, vol. 52, nº 4 (1998), p. 887-917; Ethan A. Nadelmann, «Global Prohibition Regimes: The Evolution of Norms in International Society», *International Organization*, vol. 44, nº 4 (1990), p. 479-526; Rodger A. Payne, «Persuasion, Frames and Norm Construction», *European Journal of International Relations*, vol. 7, nº 1 (2001), p. 37–61; Nancy C. Roberts, «Public Entrepeneurship and Innovation», *Policy Studies Review*, vol. 11, no 1 (1992), p. 55-74; Mark Schneider et Paul Teske, « Toward A Theory of the Political Entrepreneur: Evidence from Local Government », *The American Political Science Review*, vol. 86, no 3 (1992), p. 737-747.

28 Un « cadre » (« frame ») est un discours persuasif qui « donne un sens, organise l'expérience et alerte les autres acteurs que leurs intérêts ou leurs identités sont en jeux dont l'objectif est de soutenir la proposition d'une solution aux problèmes présentés ». (Payne, Loc. cit., p. 3. Notre traduction) ; Pour notre part, puisque l'acte de sécuritisation est vu comme un type de « cadre », notre analyse se restreint donc à l'emploi de ce premier concept pour éviter toute confusion.

29 Roberts, *Loc. cit.*, p. 56.

30 *Ibid.,* p. 57.

En sous-catégorie à l'entrepreneur politique et selon la typologie retenue, on retrouve deux types d'entrepreneurs au sein de l'administration Eisenhower concernant l'Opération Ajax : l'entrepreneur de normes et l'entrepreneur exécutif. D'une part, l'entrepreneur de normes cherche à coopter le processus décisionnel en fonction de ses convictions idéologiques et de sa perception de l'environnement mondial[31]. « Norm entrepreneurs are critical for norm emergence because they call attention to issues or even "create" issues by using language that names, interprets, and dramatizes them[32]. » D'autre part, l'entrepreneur exécutif occupe une position de leadership à la tête d'un organe public sans y être élu[33]. Ici, le mot « entrepreneur » se veut de souligner le dévouement d'un acteur pour mettre de l'avant un projet afin de démarquer son institution ou sa personne sans nécessairement avoir de motivation idéelle directe. Pour notre part, l'entrepreneur exécutif peut donc se comprendre de manière connexe à la loi bureaucratique de Miles – « Where you stand depends on where you sit[34]. » Enfin, Carter rappelle que l'élaboration de la politique étrangère américaine est, par définition, une invitation à la lutte en raison de son cadre légal ambigu concernant les responsabilités respectives de la présidence et du congrès[35]. Si le concept d'entrepreneur politique n'est pas aisément applicable à tous les cabinets présidentiels, il l'est certainement pour l'administration Eisenhower. Par-dessus tout, l'architecture de son Conseil de Sécurité National répond à un objectif central : l'invitation à la lutte[36].

Et si cette invitation est mise de côté par les acteurs concernant un enjeu, comment l'expliquer ? Plus précisément, *comment un consensus peut-il s'obtenir sans luttes de représentations dans la définition de l'intérêt national ?* Selon Janis, la clef pour répondre à cette question se situe dans le processus décisionnel et la dynamique de groupe qu'il sous-tend[37]. L'idée principale de l'auteur est que les pressions sociales liées à un groupe de taille restreinte peuvent favoriser l'atteinte d'une unanimité précoce. Ici, l'uniformité et le consensus deviennent un objectif sous-entendu du groupe en soi. Ainsi, ce phénomène sape la plaidoirie multiple qui permet davantage le débat d'idées ou d'options sur une situation donnée[38]. En conséquence, dans ce type de dynamique, un entrepreneur politique peut facilement imposer sa vision de manière informelle en minimisant la dissension. Plus précisément, Janis observe huit symptômes de pensée groupale. Les plus pertinents à notre entreprise

---

31 Payne, *Loc. cit.,* p. 39.

32 Finnemore et Sikkink, *Loc. cit.,* p. 987.

33 Roberts, *Loc. cit.,* p. 62.

34 Michael Hogan et Thomas Paterson *sous la dir. Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge: Cambridge University Press, 2004, p. 72.

35 Carter *et al., Loc. cit.*, p. 279.

36 Fred I. Greenstein et Richard H. Immerman, «Effective National Security Advising: Recovering the Eisenhower Legacy», *Political Science Quarterly,* vol. 115, nº 3 (2000), p. 339.

37 Irving Janis, *Groupthink: psychological studies of policy decisions and fiascos,* Boston: Houghton Mifflin, 1982, 349 p.

38 *Ibid.,* p. 9.

de recherche sont : 1) Une croyance prise pour acquise de la moralité du groupe qui conduit ses membres à ignorer les conséquences éthiques ou morales de leurs décisions ; 2) Une vision stéréotypée des leaders ennemis comme étant inaptes à la négociation par leur caractère fondamentalement mauvais ou irrationnel ; 3) Une autocensure de certains membres du groupe qui ont une idée contraire au consensus ; et 4) La présence de *gardiens de la ligne de pensée* (« *mindguards* ») au sein du groupe, qui empêchent l'ensemble des acteurs d'accéder à de l'information qui irait à l'encontre de leur propre point de vue[39]. Enfin, dans l'objectif de maintenir une cohérence épistémologique à notre architecture conceptuelle, il est pertinent de mentionner que notre analyse ne souscrit pas comme Janis à une analyse objective afin de déterminer si une décision est erronée ou fructueuse. *Notre objectif se restreint à employer le concept de pensée groupale pour montrer comment la représentation d'un acteur a eu plus de poids qu'une autre dans la définition de l'intérêt national.*

En résumé, l'architecture théorique proposée emploie le concept d'intérêt national de Weldes dont la source se trouve à l'intérieur des représentations d'une situation donnée par l'agence. C'est donc par l'analyse empirique des pratiques discursives des décideurs que l'on peut déterminer la représentation dominante qui conduit à une prise d'action. Ensuite, selon notre conception, la sécuritisation est entendue comme un type de représentation. Lorsque la sécuritisation est effective, elle conduit à la légitimation d'actions extraordinaires à l'extérieur de la politique courante. Enfin, si l'on réduit notre échelle analytique à l'individu, l'entreprenariat politique et la pensée groupale constituent une piste de réponse pour expliquer la prépondérance de l'option de certains acteurs dans la *lutte de représentations* au cœur du processus décisionnel.

CONTEXTE : COMMUNISME ET ZIZANIE ANGLO-IRANIENNE

Puisque notre analyse est basée sur le point de vue de l'agence, les éléments contextuels abordés sont repris par le cercle décisionnel. Ainsi, les événements les plus marquants dans le discours des acteurs qui précèdent la décision d'entériner l'Opération Ajax sont : le coup d'État communiste contre le D[r] Edvard Benes en Tchécoslovaquie (1948), la fuite du Guomindang et la prise de pouvoir par Mao Zedong en Chine (1949) et la Guerre de Corée (1950). En Iran, les événements clefs pour les décideurs demeurent la crise de l'Azerbaïdjan iranien (1946) ainsi que la crise anglo-iranienne sur la nationalisation de l'industrie pétrolière (1951-).

Guerre froide : un sentiment de recul du « monde libre »

En 1950, deux ans avant qu'Eisenhower ne devienne commandant suprême de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le pouvoir du Président Edvard Benes en Tchécoslovaquie tombe entièrement aux mains du parti communiste. Alors que la stabilité du gouvernement s'appuie sur une coalition dominée par le

39 Janis, *Op. cit.*, p. 174-175.

Parti communiste dirigé par Klement Gottwald, une tentative de faire des forces de l'ordre une force strictement communiste sème la crise au sein du cabinet[40]. À la suite de la démission des ministres non communistes en guise de protestation, le Président Edvard Benes garde le silence et refuse d'intervenir en raison des pressions causées par d'importantes manifestations communistes, en plus de la peur d'une intervention militaire du Kremlin. Il offre sa démission le 25 février 1948, à la suite de quoi la Tchécoslovaquie rejoint les États satellites de l'Union Soviétique[41]. Cet événement mène les États-Unis à durcir leur position vis-à-vis de l'URSS, en particulier parce qu'il est interprété par les décideurs américains comme une confirmation des appréhensions soulevées par George F. Kennan dans son long télégramme[42]. Ensuite, l'établissement de la République populaire de Chine en octobre 1949 et l'avènement d'une bombe nucléaire soviétique en août de la même année ouvrent un nouveau chapitre de la guerre froide. En réponse, l'administration Truman érige la doctrine de l'endiguement (« *Containment*[43] ») en politique dans le NSC-68 qui institutionnalise désormais la vision bipolaire de la politique étrangère américaine : « The assault on free institutions is worldwide now, […] and in the context of the present polarization of power, a defeat of free institutions anywhere is a defeat everywhere[44]. » La vision dominante est donc celle d'un jeu à somme nulle au niveau géopolitique, culturel et idéologique où le conflit avec l'URSS est perçu comme étant inévitable[45]. De plus, le NSC-68 met l'accent sur l'Iran comme intérêt vital pour les États-Unis à la périphérie[46]. Enfin, la guerre de Corée qui débute en juin 1950 cristallise l'impression d'une Union soviétique qui ne se restreint pas dans son utilisation de la force militaire pour élargir sa zone d'influence.

Le dossier iranien : l'antécédent « rouge » et Mossadegh

En Iran, la crise d'Azerbaïdjan (1946) représente un précédent de tentative de subversion soviétique qui marque l'imaginaire des décideurs tout au long du processus décisionnel de l'Opération Ajax. En deux mots, durant la Seconde Guerre mondiale, la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique décident d'exercer un

---

40 Robert C. Grogin, *Natural Enemies: The United States and the Soviet Union in the Cold War, 1917-1991*, Oxford: Lexington Books, 2001, p. 134.

41 Jacques Lévesque, *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev,* Paris : Armand Colin, 1987, p. 137.

42 Document fondateur de la guerre froide qui dresse un portrait excessivement noir des desseins du Kremlin par rapport aux États-Unis.

43 La doctrine du « *containment* » vise à endiguer l'expansion du communisme par des moyens militaires, diplomatiques, économiques, etc. La création de l'OTAN comme barrière à l'expansion communiste en Europe est un bon exemple d'application.

44 Mark J. Gasiorowski et Malcolm Byrne, *Mohammad Mosaddeq and the 1953 coup in Iran,* Syracuse: Syracuse University Press, 2004, p. 212.

45 David Campbell, *Writing Security: United State's Foreign Policy and the Politics of Identity,* Minneapolis: Minnesota University Press, 1998, p. 24-25.

46 Steve Marsh, «The United States, Iran and operation "Ajax": Inverting interpretative orthodoxy», *Middle Eastern Studies,* vol. 39, nº 3 (2003), p. 3.

protectorat sur l'Iran afin d'utiliser ce territoire comme voie de contournement pour acheminer du matériel vers l'URSS. Bien que les belligérants s'entendent au préalable pour quitter leurs zones respectives – les provinces nordiques pour l'URSS et le sud pour la Grande-Bretagne – au plus tard le 2 mars 1946, seule Londres donne l'ordre à ses troupes de se retirer[47]. Quant à elle, l'URSS évoque l'impossibilité d'un retranchement, sous prétexte qu'il occasionnerait des risques pour sa sécurité. L'administration Truman se retrouve dans une impasse alors qu'elle compte sur ce retrait pour contrer le maintien des régions socialistes[48] sous le glacis des troupes soviétiques. En conséquence, sans le respect de l'accord original, il est impossible pour les troupes du gouvernement de Téhéran de pénétrer sur le territoire sous contrôle soviétique pour récupérer les territoires socialistes[49]. Il est à noter que le parti communiste iranien – le Tudeh – est lié aux soulèvements dans le nord du pays qui a conduit à cette impasse. Après deux mois de pressions diplomatiques et de menaces militaires, l'URSS recule, en laissant néanmoins une cicatrice notable sur la pensée des acteurs de la politique étrangère américaine.

Le dossier iranien ne quitte pas la table du Conseil de Sécurité Nationale (NSC) pour longtemps. En 1951, le Front national avec Mohammad Mossadegh à sa tête est élu en ayant fondé sa campagne sur la nationalisation de l'industrie pétrolière et la diminution du pouvoir de la monarchie. Une fois l'« Anglo-Iranian Oil Company » (AIOC) nationalisée, la Grande-Bretagne exerce un embargo pétrolier sur l'Iran, qui empêche ce dernier d'accéder au marché mondial. La représentation du contentieux par les deux parties ne laisse pratiquement aucune place au compromis. Pour sa part, la Grande-Bretagne représente la nationalisation de l'AIOC comme le dernier clou dans le cercueil de l'Empire britannique. Par exemple, la raffinerie d'Abadan dans le Golfe Persique est à l'époque la plus importante au monde et alimente 85% des besoins en carburant de la « Royal Navy » – l'ultime symbole de la puissance britannique[50]. Au total, l'AIOC rapporte 92 millions de livres par année – une somme non négligeable en devises – au trésor britannique qui croule toujours sous les dettes de guerre[51]. D'autre part, le gouvernement de Mossadegh a construit toute sa légitimité sur la nationalisation de l'AIOC. Par exemple, pour les membres du Front national, l'enjeu pétrolier est aussi significatif pour l'Iran que les mouvements d'indépendance de l'Indonésie, de l'Inde, de la Syrie ou du Liban[52]. Ainsi, Mossadegh ne peut reculer sous peine de perdre le pouvoir par l'éclatement de la coalition qui le soutient au nom de la nationalisation. La seule carte que

---

47 Mark J. Gasiorowski et Malcolm Byrne, *Op. cit.*, p. 204.

48 La République Démocratique d'Azerbaïdjan et du Kurdistan qui se situe sur la portion nord-ouest du territoire iranien.

49 Kenneth Pollack, *Op. cit.*, p. 45.

50 Ervand Abrahamian, «The 1953 Coup in Iran», *Science & Society,* vol. 65, nº 2 (2001), p. 185.

51 *Idem.*

52 Zachary Karabell, *Architects of intervention: the United States, the Third World, and the Cold War, 1946-1962*, Baton Rouge: Louisiana State University Press, 1999, p. 56.

chacun des belligérants tente d'utiliser pour promouvoir leur position reste les États-Unis, qui jouent le rôle de médiateur. En dernière instance, l'administration Truman refuse de donner son support à la réalisation de deux options britanniques pour résoudre la crise : l'invasion militaire ou un coup d'État organisé par le MI6[53]. En solo, le MI6 tente l'option du coup d'État, nommée « Opération Boot », qui se solde par un échec et par l'évacuation de l'ambassade de Grande-Bretagne en Iran. La représentation de cette tentative par Henry Grady – Ambassadeur américain en Iran sous Truman – en dit long sur la perception de l'utilisation d'un coup d'État à ce stade : « De la folie totale[54]. »

Le 20 novembre 1952, après avoir réalisé le bilan de ces événements, Truman lègue à l'administration Eisenhower les politiques contenues dans le document NSC-136/1 concernant la question iranienne. Dans cet énoncé, il ne fait plus de doute dans la perception des décideurs que l'Union soviétique prévoit un élargissement de sa sphère d'influence en Iran et que cette situation constitue un danger critique pour la sécurité des États-Unis : « Because of it's key strategic position, its petroleum ressources, its vulnerability to political subversion, Iran must be regarded as a continuing objective of Soviet expansion[55]. » Pour l'équipe de Truman, le blocus pétrolier exercé par la Grande-Bretagne représente un terrain fertile à une prise de pouvoir par le Tudeh dans la mesure où la crédibilité du Front national de Mossadegh est affectée par son absence de marge de manœuvre à la réalisation de ses promesses sociales. « Perdre » l'Iran au communisme est une possibilité distincte et les États-Unis ne peuvent adopter une position de laissez-faire : « If presents trends continue unchecked, Iran could be effectively lost to the *free world* in advance of an actual communist takeover of the Iranian Government. Failure to arrest present trends in Iran involves a *serious risk to the national security of the United States*[56]. » Par contre, malgré le potentiel d'instabilité que comporte la situation en Iran, le NSC-136/1 indique qu'il est fort peu probable que les forces communistes prennent le contrôle du gouvernement au courant de 1953[57]. Afin de restaurer la stabilité du gouvernement en Iran, le document suggère le renforcement des mesures d'aide économique, militaire et la canalisation du nationalisme iranien vers une résistance anti-communiste[58].

Pour terminer, la question de la menace communiste est au centre de la campagne électorale de 1952 et du discours des deux camps. On assiste à une montée aux enchères de représentation de la menace et de la façon d'y répondre. Eisenhower accuse le gouvernement Truman d'avoir été « mou » à l'endroit du communisme et

---

53 Pollack, *Op. cit.,* p. 57-58.

54 Tim Weiner, *Legacy of Ashes: The History of the CIA,* New York: Anchor Books, 2008, p. 94.

55 United States Department of States, *Foreign relations of the United States, 1952-1954. Iran, 1952-1954*, Volume X, Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1952-1954, p. 530.

56 *Ibid.,* p. 531. (Nos italiques)

57 *Idem.*

58 *Ibid.,* p. 533. (Nos italiques)

d'avoir « perdu » la Chine[59]. Durant la même période, John Foster Dulles – futur Secrétaire d'État d'Eisenhower – renforce la rhétorique en disposant l'Iran sous l'éclairage de l'expérience chinoise en critiquant la Maison-Blanche de laisser bêtement l'Iran devenir une seconde Chine[60]. Pour les Républicains, la menace communiste au Moyen-Orient est imminente. Selon le cercle décisionnel d'Eisenhower, l'Iran en est la tête de pont potentielle et le prochain champ de bataille de la guerre froide.

L'URSS SANS STALINE ? « WE HAVE NO PLAN »

Le 5 mars 1953, un événement inattendu heurte les représentations du cercle décisionnel : Staline est mort. Lors de son enterrement, Georgy Malenkov – Président du conseil des ministres de l'URSS et candidat pressenti pour succéder à Staline – récite un discours prônant la résolution pacifique des conflits internationaux sur une base de compréhension mutuelle[61]. Eisenhower est stupéfait de l''improvisation dans laquelle se trouve son équipe : « Well, he's dead. And you can turn the files of our government inside out – in vain – looking for any plans laid. We have no plan. We are not even sure what difference his death makes[62]. » Alors que le caractère menaçant de l'URSS était intimement lié au personnage de Joseph Staline, comment réagir à sa mort ? L'Union soviétique est-elle moins dangereuse à la suite de cet événement ? L'analyse de la lutte de représentations entre Dwight D. Eisenhower et John Foster Dulles[63] pour redéfinir la menace que constitue l'Union soviétique est pertinente à deux niveaux. D'une part, elle est une pierre d'assise pour comprendre la place du Secrétaire d'État comme un *entrepreneur de normes* au sein de l'administration. D'autre part, elle fixe les balises de l'interprétation de la place des « États-Unis » à l'intérieur d'un environnement mondial dont l'hostilité est remise en question, à quelques mois du coup d'État.

Une fenêtre d'opportunité pour le « Rollback » : John Foster Dulles

D'entrée de jeu, pour John Foster Dulles, il est clair que l'Union soviétique risque d'être autant ou plus « agressive » suite à la mort de Staline. Pour lui, le message de Malenkov qui ouvre la porte à une perspective de détente avec les États-Unis n'est qu'un coup de bluff. Plutôt que de se retrancher ou de se restreindre au

---

59 Mark J. Gasiorowski, «The 1953 Coup D'État in Iran», *International Journal of Middle East Studies,* vol. 19, nº 3 (1987), p. 275.

60 Mark J. Gasiorowski et Malcolm Byrne, *Op. cit.*, p. 221.

61 Robert R. Bowie et Richard H. Immerman, *Waging peace: How Eisenhower shaped an enduring cold war strategy*, New York: Oxford University press, 1998, p. 115.

62 Cité dans : Klaus Larres, «Eisenhower and the First Forty Days after Stalin's Death: The Incompatibility of Détente and Political Warfare», *Diplomacy and Statecraft,* vol.6, nº 2 (1995), p. 436.

63 La *lutte de représentations* inclus plusieurs autres acteurs dont Walter Bedell Smith, Paul Nitze ou C.D. Jackson. À des fins de synthèse, les deux positions dominantes incarnées par leur promoteur les plus influents sont traitées.

« Containment », il est temps pour les États-Unis d'augmenter la pression et d'exercer un « Rollback »[64] réaliste. Staline ou pas, les relations entre les États-Unis et l'Union Soviétique ne peuvent qu'être conflictuelles puisque les deux États ont des croyances et des principes de base diamétralement opposés[65]. Il s'agit d'une logique de jeu à somme nulle[66] : « Cold war conflicts were nothing less than the struggle of good vs evil. The conflict would end only when the evil doers disappeared or were reformed…[67] »

Lorsque Dulles constate que sa représentation de l'URSS perd du terrain dans la préparation de la réponse d'Eisenhower à l'ouverture de Malenkov, il décide de ne pas confronter directement le Président. En revanche, le Secrétaire d'État tente de peser de tout son poids sur les scripteurs du discours de « *Chance for peace* » pour qu'ils modifient certains passages : « I grow less keen about this speech because I think there's some *real danger* of our just seeming to fall in with these Soviet overtures. It's *obvious* that what they are doing is because of outside pressures, and I don't know anything better we can do than to keep up those pressures right now[68]. » Selon Dulles, une simple concession ou une diminution de ton dans la rhétorique serait interprétée par le Kremlin comme un signe de faiblesse du « monde libre ». Malgré le fait que sa tentative de persuasion soit un échec par rapport au discours final que tient Eisenhower, Dulles maintient néanmoins cette vision normative à l'endroit de l'URSS tout au long de ses années de service (1953-1959). En somme, pour reprendre les mots de Hoopes, en décédant, Staline a rendu un mauvais service à Dulles et le Secrétaire d'État a répondu en ignorant sa mort[69].

Eisenhower : pour une main tendue ou une offensive de paix ?

La littérature est profondément divisée sur la position d'Eisenhower à propos de l'attitude à adopter à la suite de la mort de Staline. Une première génération tente de démontrer que le Président s'est laissé tenter par une « détente[70] » alors que la

---

64 Défini comme une politique dans le NSC 162/2 sous Eisenhower, le « *Rollback* » vise à défaire le communisme par une politique de fermeté. Ainsi, les armes nucléaires sont définies comme des munitions comme d'autres pour arriver à cette fin. Par ailleurs, les opérations clandestines sont un outil de choix pour procurer des défaites au camp communiste.

65 Stephen W. Twing, «The cold war evangelism of John Foster Dulles», In *Myths, models & U.S. foreign policy: the cultural shaping of three cold warriors*, p. 51-92, Boulder: Lynne Rienner, 1998, p. 68.

66 Ole Holsti, «The «Operational Code» Approach to the Study of Political Leaders: John Foster Dulles' Philosophical and Instrumental Beliefs», *Canadian Journal of Political Science*, vol. 3, nº 1 (1970), p. 130.

67 *Ibid.,* p. 132.

68 Twing, *Op. cit.,* p. 71. (Nos italiques)

69 Townsend Hoopes, *The Devil and John Foster Dulles: The Diplomacy of the Eisenhower Era,* Boston: Little, Brown and Company, 1973, p. 171.

70 Voir : Stephen E. Ambrose, *Eisenhower, Volume two: The President,* New York: Simon & Schuster, 1983; Dwight D. Eisenhower, *Mandate for Change, 1953-1956: The White house years,* Garden City: Doubleday, 1963, 650 p. ; Hoopes, *Op. cit.*; Immerman et Bowie, *Op. cit.*

deuxième illustre plutôt l'influence de C.D. Jackson – Assistant spécial du Président – incitant Eisenhower à reprendre l'initiative sur l'URSS sur le terrain de la guerre psychologique[71]. Quoi qu'il en soit, les deux versions s'entendent pour dire qu'il va de soi pour le Président que les États-Unis doivent répondre à la campagne de paix de l'URSS. Un discours en ce sens est donc non négociable malgré les réticences de Dulles. Tout en étant à contre-courant, Eisenhower ne croit pas qu'une telle initiative serait « imprudente » : « I'd like us to prepare a speech […] just ASSUMING that Malenkov was a reasonable man with whom we had some differences to iron out – we may know he isn't – but let's start with that assumption and talk accordingly[72]. » Ainsi, Eisenhower conçoit comme une possibilité que l'URSS soit moins hostile suite à la mort de Staline sans toutefois se faire d'illusions sur la possibilité de mettre fin à la guerre froide. À la suite des premières versions du discours qu'il juge insatisfaisantes, il décide finalement d'en superviser lui-même la rédaction. Il en résulte un discours qui place les « États-Unis » comme les leaders du monde libre et de la paix mondiale tout en défiant l'URSS de joindre sa parole aux actes[73]. Parmi les actes possibles, Eisenhower demande des concessions telles qu'une Corée unifiée avec des élections libres ou le relâchement du Kremlin sur l'Europe de l'Est[74]. En somme, si le discours offre une désescalade dans la représentation discursive de l'URSS[75], Eisenhower cherche néanmoins à gagner une supériorité américaine sur le terrain de la paix qui est interprété comme un jeu à somme nulle, à l'instar de la logique du NSC-68.

OPÉRATION AJAX : LA CONSTRUCTION D'UN COUP D'ÉTAT

Puisque des actions concrètes en parallèle au discours « The Chance for peace » ne sont pas entreprises par l'URSS, l'administration Eisenhower est d'avis de reprendre l'initiative pour faire tourner la guerre froide en faveur des États-Unis… Une forme de « Rollback » après tout. À la suite de cet épisode, Eisenhower se rapproche donc davantage de l'interprétation de Dulles concernant l'environnement mondial. La section suivante tente de répondre à deux objectifs. D'une part, les deux premières parties cherchent à démontrer comment le processus décisionnel s'est formé graduellement pour inscrire dans la pensée des décideurs la représentation

---

71 Voir : Larres, *Op. cit.*; Ira Chernus, *Apocalypse Management: Eisenhower and the Discourse of National Insecurity,* Stanford: Stanford University press, 2008, 307 p.; Shawn J. Parry-Giles, *The Rhetorical Presidency, Propaganda, and the Cold War, 1945-1955*, Wesport: Praeger, 2002, 230 p.

72 Cité dans : Chernus, *Op. cit.*, p. 39.

73 Dwight Eisenhower, «The Chance for Peace», [En ligne], 1953. www.eisenhowermemorial.org/speeches/19530416%20Chance%20for%20Peace.htm (page consultée le 8 mai 2009)

74 *Idem.*

75 J. Michael Hogan, «The Science of Cold War Strategy: Propaganda and Public Opinion in the Eisenhower Administration's "War of Words"», In *Critical Reflections on the Cold War: Linking Rhetoric and History,* p. 134-168, College Station: Texas A&M University Press, 2000, p. 162.

que la situation en Iran est si menaçante que le coup d'État reste la seule solution envisageable. Dans l'espoir de démontrer cette escalade vers une représentation dominante qui ne laisse aucune alternative, les trois réunions les plus importantes qui ont conduit à la décision finale sont analysées en parallèle à l'interprétation des échelons secondaires responsables du dossier (Fonctionnaires de la CIA et du Département d'État). D'autre part, les deux dernières parties se consacrent à faire un tour d'horizon analytique des principaux acteurs derrière la décision autant de manière individuelle qu'en dynamique de groupe.

LA QUESTION IRANIENNE SÉCURITISÉE : TROIS RÉUNIONS CLEFS

La cascade de sécuritisation : NSC, 4 mars 1953

À la même date que la question d'une URSS sans Staline, l'Iran est aussi sous la loupe des décideurs du NSC. Cette deuxième portion de la réunion débute par un résumé du NSC-136/1 par Robert Cutler – Conseiller pour la sécurité nationale[76]. Ensuite, Allen W. Dulles – Directeur de la CIA – décrit la situation locale des derniers jours sous fond d'événements « menaçants » : le Tudeh – parti communiste iranien – appuie Mossadegh pour le moment et le Shah n'a toujours pas saisi l'opportunité de prendre le contrôle de la situation[77].

> « The probable consequences of events of the last few days, […], would be a *dictatorship* in Iran under Mossadegh. As long as the latter lived there was but little danger, but if he were to be assassinated or otherwise to disappear from power, a political vacuum would occur in Iran and the Communists might *easily takeover*. […] Not only would the free world be deprived of enormous assets represented by Iranian oil production and reserves, but the Russians would secure these assets and thus henceforth be free of any anxiety about their petroleum situation. Worse still, […], if Iran *succumbed* to the Communists there was little doubt that in *short order* the other areas of the Middle East, with some 60 % of the world's oil reserves, would *fall into Communist control*[78]. »

Allen W. Dulles reprend les grandes lignes des menaces soulevées par le NSC-136/1 en les rendant actuelles tout en leur donnant un sentiment d'urgence. De plus, il représente la situation à l'image de la théorie des dominos où un premier État d'une région sous la houlette du communisme risque d'entraîner la « chute » des autres. Pour lui, les intérêts du « monde libre » sont en danger et sont essentiellement d'ordre géostratégique. En deux mots, le Directeur de la CIA lance l'acte de sécuritisation de la situation iranienne en la présentant comme une menace. Puis, John Foster Dulles surenchérit :

---

76 Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, p. 193.

77 United States Department of States, *Op. cit.*, p. 693.

78 *Idem.* (Nos italiques)

> « In reply, Secretary Dulles said that for a long time now he had been unable to perceive any serious obstacle to the *loss* of Iran to the *free world* if the Soviets were really determined to take it. We do not have sufficient troops to put into the area in order to prevent a Communist take-over, and the Soviets had played their game in Iran *very cleverly* and with a good sense of timing[79]. »

Pour le Secrétaire d'État, les seules mesures possibles au niveau des politiques normales (diplomatiques) ne peuvent que faire gagner du temps devant la gravité de la situation. En revanche, il ne perçoit aucun avantage à ce gain de temps alors que le « destin de l'Iran est sans espoir[80] ». Par ce processus, John Foster Dulles désamorce la pertinence même des propositions du Département d'État qu'il dévoile à son auditoire en mettant l'accent sur leurs faiblesses[81]. « The only thing which would produce a settlement would be a complete British capitulation[82]. » Ensuite, lorsque George Humphrey – Secrétaire au Trésor – demande à John F. Dulles s'il comprend bien que « nous » allons « perdre » l'Iran, le Secrétaire d'État répond par l'affirmative. Robert Cutler enchaîne : «…this, *of course*, meant that with the loss of Iran we would lose the neighbouring countries of the Middle East and that the loss would be *terribly* serious[83]». Ici, le Conseiller à la sécurité nationale reprend la représentation initiale des frères Dulles de l'effet domino et rend cette éventualité inévitable et prise pour acquis.

Puis, Richard Nixon – vice-président – surenchérit l'acte de sécuritisation initial en tenant le raisonnement de base que l'URSS serait plus « hostile » à la suite de la mort de Staline :

> « It was *quite likely*, therefore, that they would increase their pressure in Iran to secure its control *as rapidly as possible by a coup d'état*. Such a course of action might constitute the miscalculation, which we all dreaded which would cause the beginning of World War III, […] We, not the Russians, […], must make the next move[84]. »

Eisenhower accepte cet acte de sécuritisation en version amendée et affirme que s'ils n'agissent pas à temps, les États-Unis descendraient au rang de puissance de deuxième ordre[85]. « If, I had 500 000 000 $ of money to spend in secret, I would

---

79 *Ibid.,* p. 694. (Nos italiques)

80 *Idem.*

81 Ces propositions sont (1) le rappel de l'ambassadeur Loy Henderson, (2) une dissociation de la position américaine avec celle des Britanniques et (3) le contournement de l'embargo britannique et l'achat de pétrole à l'Iran.

82 *Ibid.,* p. 696.

83 *Idem.*

84 *Ibid.,* p. 698.

85 *Idem.*

get 100 000 000 $ of it to Iran right now[86]. » En deux mots, Eisenhower admet que la situation iranienne représente une menace existentielle pour la position et la sécurité des États-Unis. Pour finir, Charles E. Wilson – Secrétaire à la Défense – dévoile son interprétation de la situation en comparant le gouvernement de Mossadegh à une dictature de gauche qui risque de conduire les États-Unis à perdre l'Iran de manière irrévocable : « In the old days, when dictatorships changed it was usually a matter of one faction of the right against another, and we had only to wait until the situation subsided. Nowadays, however, when a dictatorship of the right was replaced by a dictatorship of the left, a state would presently slide into Communism and was irrevocably lost to us[87]. »

Bien que la situation en Iran devienne dès lors un enjeu de sécurité urgent, la question d'une opération clandestine pour renverser le gouvernement de Mossadegh n'est pas encore sur la table. En ce sens, malgré les réticences du Secrétaire d'État, Eisenhower veut tenter l'option d'agir unilatéralement sans la Grande-Bretagne afin de réduire le caractère « menaçant » de la situation actuelle. Il conclut en demandant à John Foster Dulles de discuter de cette possibilité dès que possible avec Anthony Eden – ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne. Enfin, la réunion du 4 mars 1953 peut être comprise comme une *cascade de sécuritisation*. L'acte de sécuritisation initial qui confirme l'urgence de la situation est repris par certains dirigeants qui l'enrichissent sous la forme d'une réaction en chaîne où les nuances de départ disparaissent. À chaque fois qu'un palier est franchi dans la description de la gravité de la « menace », l'acte de sécuritisation reformulé ne se trouve pas contesté jusqu'à être incarné dans la réflexion du Président. L'inévitabilité d'un coup d'état communiste et d'un effet domino à travers tout le Moyen-Orient, dans l'éventualité où les États-Unis resteraient passifs, fait sens commun à la suite de cet entretien.

La consolidation de la sécuritisation : NSC, 11 mars 1953

Malgré le fait que la question iranienne soit survolée rapidement le 11 mars, la réunion demeure significative puisqu'elle rend compte de l'abandon des tentatives de dénouement normal (diplomatique) du contentieux. La rencontre débute par Robert Cutler qui informe les membres du conseil que Mossadegh risque de refuser la nouvelle proposition du Royaume-Uni. Ensuite, John Foster Dulles rend compte de son entretien avec Anthony Eden sur un possible détachement de la position américaine par rapport aux Britanniques. La réponse d'Eden qu'il résume est catégorique : si les États-Unis n'envoient ne serait-ce que des techniciens pour rouvrir la raffinerie d'Abadan, il ne pourrait pas survivre en tant que ministre des Affaires étrangères[88]. Et tout geste plus coopératif envers l'Iran entraînerait des

86 *Idem.*

87 *Ibid.,* p. 699. (Nos italiques)

88 *Ibid.,* p. 712.

conséquences plus graves pour les relations américano-britanniques[89]. Dulles revient donc sur sa position initiale qui est de maintenir une solide collusion avec la Grande-Bretagne : « We must somehow try to become senior partners with the British in this area and work in that context[90]. » Ici, Eisenhower *consolide* le processus de sécuritisation en disqualifiant la pertinence de poursuivre les voies de résolutions normales du conflit : « The President said that he had very real doubts whether, even if we tried unilaterally, we could make a successful deal with Mossadegh. He felt that it might not be worth the paper it was written on, and the example might have *very grave effects* on United States oil concessions in other parts of the world[91]. » Le Président revient donc à la représentation dominante élaborée par son cabinet le 4 mars. En somme, la description de la situation comme étant urgente, qui pose une menace existentielle et qui n'a aucune issue de politique normale vient servir de base pour légitimer les mesures extraordinaires qui s'ensuivent : une opération clandestine. Pour renforcer ce point, Loy Henderson – ambassadeur des États-Unis en Iran – affirme que le mois de mars peut être vu comme le point de non-retour dans l'idée que la seule alternative pour « sauver l'Iran » de la menace communiste est un changement de Premier ministre[92]. De même, Walter Bedell Smith – Sous-Secrétaire d'État et ancien Directeur de la CIA – dépose le 20 mars aux membres du NSC les directives à prendre en cas d'une tentative de prise de pouvoir communiste en Iran (suite du NSC-136/1 5a). Une des recommandations est de renforcer le rôle de la CIA sur le terrain et d'influencer le choix du successeur de Mossadegh[93]. (Voir le schéma à l'annexe 1, p. 49)

Un plan sans opposition : réunion du 25 juin 1953 au Département d'État

La décision finale de renverser le gouvernement de Mossadegh s'est prise de manière informelle, à l'extérieur de la structure du NSC. Il est donc impossible de trouver les comptes-rendus des discussions lors de l'approbation d'Eisenhower. En revanche, Kermit Roosevelt – agent responsable d'organiser le coup d'État[94] – décrit la réunion lorsque son plan d'action a été entériné au Département d'État

---

89 *Idem.*

90 *Idem.*

91 *Ibid.,* p. 713. (Nos italiques)

92 Steve Marsh, «Continuity and Change: Reinterpreting the Policies of the Truman and Eisenhower Administrations toward Iran, 1950-1954», *Journal of Cold War Studies,* vol. 7, nº 3 (2005), p. 117.

93 Walter Bedell Smith, «First progress report on paragraph 5a of NSC 136/1, "US policy regarding the Present situation in Iran"», [En ligne], 20 mars 1953. www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB126/index.htm

94 Entre parenthèses, Roosevelt est le créateur de l'appellation «AJAX» donnée à l'opération qui est inspirée par le nom d'un héros mythique de la guerre de Troie du récit d'Homère. (Weiner, *Op. cit.*, p. 95)

sous la direction de John Foster Dulles[95]. Pour Roosevelt, les ténors du groupe présent – John Foster Dulles, Allen W. Dulles et Walter Bedell Smith – sont tous enclins aux opérations clandestines avant même son explication. Mieux, dès son entrée dans le bureau, l'espion se rend vite compte que le Secrétaire d'État ne laisse aucune place à la nuance ou au débat : « I soon realized that most of the group had already concluded that anything but assent would be ill-received by its chairman[96]. » Pourtant, Roosevelt, qui connaît bien la vision individuelle des participants[97], est persuadé que la plupart des membres du Département d'État sont contre l'emploi d'un coup d'État.

Après une conversation téléphonique, John Foster Dulles prend le plan de Roosevelt et se met à le feuilleter : « So this is how we get rid of that *madman* Mossadegh[98] ! » Il demande alors à l'agent de présenter la situation en Iran. Après une introduction historique, Roosevelt décrit la présente « menace » en indiquant que l'Iran relève d'un intérêt national transhistorique pour la Russie : « If they could control Iran, they would control the Persian Gulf. This has been their dream, their chief ambition, ever since the days of Peter the Great[99]. » Ensuite, il revient sur la « menace communiste » en Iran en l'associant directement à Mossadegh : « First, the Soviet threat is indeed *genuine, dangerous* and *imminent*. At this moment, time seems to favour the Russians and their unwitting ally, Dr Mossadegh[100]. » Volontariste, Roosevelt croit que dans la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les États-Unis, il vaut mieux tenter un coup d'État que d'avoir à vivre avec un Iran communiste en raison des manœuvres de Mossadegh. Lorsque le directeur de la CIA questionne Roosevelt à propos des conséquences de l'Opération Ajax en cas d'échec, il répond : « The least one can say is that they would be very bad – perhaps *terrifyingly* so. Iran would *fall* to the Russians, and the effect on the rest of the Middle East could be disastrous. But I must add this: These are the same consequences we face if we do nothing[101]. » Le directeur de la CIA poursuit en affirmant que les risques liés à une action américaine sont donc négligeables, ce qu'appuie Walter Bedell Smith qui encourage l'adoption du projet. Les autres membres de la

---

95 Kermit Roosevelt, *Countercoup: The Struggle for the control of Iran,* New-York: Mcgraw-hill, 1979, 217 p.

96 *Ibid.,* p. 3.

97 Des membres présents, Roosevelt cite parmi les hauts fonctionnaires du Département d'État : John Foster Dulles, Walter Bedell Smith – Sous-secrétaire d'État, H. Freeman Matthews – adjoint, Robert Richardson Bowie – Directeur des membres responsables de la planification des politiques, Henry Byroade – Assistant Secrétaire en charge du Proche-Orient et Robert D. Murphy – Sous-secrétaire adjoint aux affaires politiques. À l'extérieur du Département d'État, on retrouve Charlie Wilson – Secrétaire de la Défense, Allen W. Dulles – Directeur de la CIA et Loy Henderson – Ambassadeur en Iran.

98 *Ibid.,* p. 8. (Nos italiques)

99 *Ibid.,* p. 11.

100 *Idem.*

101 *Ibid.,* p. 14.

réunion restent muets à l'exception de l'Ambassadeur américain en Iran : « Mr. Secretary, I don't like this kind of business at all. You know that. But we are confronted by a *desperate*, a *dangerous situation* and a *madman* who would ally himself with the Russians. We have *no choice* but to proceed with this undertaking. May God grant us success[102]. » Pour clore son récit sur l'adoption du projet, Roosevelt raconte que plus de la moitié des membres présents se seraient opposés s'ils s'étaient sentis libres ou s'ils avaient eu le courage de le faire[103]. En somme, la réunion du 25 juin 1953 reprend avec force la représentation dominante de la situation élaborée en mars dernier en franchissant un nouveau palier. Cette nuance est l'association directe entre Mossadegh et la « menace » communiste qui vient légitimer son renversement. Mossadegh est maintenant perçu comme un être irrationnel, un « *madman* ». Selon cette représentation, il va de soi que la seule issue pour déjouer cet enjeu sécuritaire et freiner la réalisation d'un effet domino au Moyen-Orient est l'Opération Ajax. Le 11 juillet 1953[104], Eisenhower, absent de la précédente réunion, donne son signal officiel à Allen W. Dulles : « Do it, he told the CIA, and don't bother me with any details[105]. » (Pour une vue d'ensemble, voir le schéma à l'annexe 2, p. 50)

AUCUNE ALTERNATIVE À AJAX ? LES REPRÉSENTATIONS DISQUALIFIÉES

Il suffit de dépouiller quelques documents déclassifiés qui proviennent de niveaux hiérarchiques inférieurs des services de renseignements et du Département d'État pour retrouver une interprétation beaucoup plus nuancée de la situation en Iran en 1953. Premièrement, au sein de la CIA, on croit que les membres du Tudeh ne sont pas prêts politiquement à prendre le pouvoir[106]. Puisque Mossadegh canalise plusieurs des revendications du parti communiste avec une idéologie nationaliste, le Tudeh est présenté comme incapable d'avoir plus d'influence que le Front national et ne se voit en aucune position de le contester efficacement ou de légitimer un gouvernement communiste. De même, à l'exception de Kermit Roosevelt (que l'on parachute en Iran pour organiser le coup d'État), la plupart des agents déjà sur place qui effectuent essentiellement un travail de propagande anticommuniste n'estiment pas que le Tudeh puisse prendre le pouvoir[107]. Par exemple, Roger Goiran – chef de la station de la CIA en Iran et créateur du réseau de renseignement « Bedamn »[108] – décide de s'opposer vigoureusement au coup d'État

---

102 *Ibid.,* p. 18. (Nos italiques)

103 *Ibid.,* p. 19.

104 Abrahamian, *Loc. cit.,* p. 197.

105 Ambrose, *Op. cit.*, 1983, p. 130.

106 Mark J. Gasiorowski et Malcolm Byrne, *Op. cit.*, p. 320.

107 Gasiorowski, *Loc. cit.*, p. 276.

108 En plus d'un réseau de renseignement, le réseau Bedamn est la carte maîtresse de la CIA pour lancer une campagne de subversion et de sabotage en cas d'un coup d'État communiste. Le réseau comprend plus d'une centaine d'agents et un budget annuel d'un million de dollars.

lorsqu'il apprend que les outils qu'il a mis en place serviront à renverser Mossadegh. « He believed that this would be a great mistake and warned that if the coup was carried out, Iranians would forever view the United States as a supporter of […] Anglo-French colonialism[109]. » Afin de mener à bien son projet sans interférences, Allen W. Dulles le démet de ses fonctions[110].

Deuxièmement, les fonctionnaires du Département d'État produisent un document intitulé « Proposed Course of Action with Respect to Iran » le 10 août 1953, soit neuf jours avant le renversement de Mossadegh[111] :

> « It is unlikely that a coup d'État by Mosadeq's opponents among the former governing groups or by the Tudeh party would be attempted because neither is sufficiently strong or well-organized to attempt a coup. Furthermore, the Iranian government is itself sufficiently alert and strong to anticipate and stamp out an attempted coup[112]. »

La représentation du Département d'État, qui est tout le contraire d'une sécuritisation de la situation en Iran, rend crédible quatre types d'interventions diplomatiques : 1) La résolution par l'utilisation d'un montant forfaitaire ; 2) Un moratoire pour mettre de côté de manière temporaire les questions sensibles des négociations ; 3) L'achat complet des parts britanniques dans l'AIOC ; 4) l'utilisation de mécanismes de résolution similaire au conflit opposant le Royaume-Uni et le Mexique en 1947[113]. De plus, le Département d'État croit que l'économie iranienne peut survivre malgré l'embargo pétrolier britannique puisque la majeure partie de la population subsiste par le travail de la terre. Pour le reste, le gouvernement peut toujours emprunter à l'extérieur ou aux organisations internationales plutôt que de risquer la faillite pour la durée du conflit[114]. En conclusion : « Iran will be governed for the foreseeable future by Mosadeq or a successor who will pursue generally similar policies[115]. »

En somme, la représentation dominante de la situation avancée par les frères Dulles se trouve sous un effet de réfraction par rapport à la représentation des échelons inférieurs des organisations qu'ils pilotent. Ainsi, la dernière interprétation qui ne fait pas du gouvernement de Mossadegh une menace imminente et existentielle n'a jamais pu être acheminée au NSC puisqu'aucun entrepreneur n'est présent pour la canaliser et la défendre. Ce qui aurait pu déboucher sur une vraie lutte de représentation de l'enjeu iranien, plutôt qu'une seule version acceptée

---

109 Stephen Kinzer, *All the Shah's men: an American coup and the roots of Middle East terror*, Hoboken: Wiley & Sons, 2003, p. 164.

110 *Idem.*

111 State Department, «Proposed Course of Action with Respect to Iran», [En ligne], 10 août 1953. www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB126/index.htm

112 *Ibid.,* p. 2.

113 *Ibid.,* p. 8.

114 *Ibid.,* p. 14.

115 *Idem.*

comme allant de soi et dont le raisonnement mène directement à la justification de l'opération.

Ajax et les producteurs de l'interprétation dominante

On constate que trois acteurs majeurs – Allen W. Dulles, John Foster Dulles et Dwight Eisenhower – se démarquent dans les discussions qui ont précédé la décision d'entériner l'Opération Ajax. Dans l'espoir d'aller au-delà des trois réunions accessibles, voici l'exposé d'éléments supplémentaires afin de couvrir en détail les fondements de l'interprétation individuelle de la situation iranienne par ces trois acteurs.

Le volontarisme de Allen W. Dulles : Entrepreneur exécutif

À la suite de la victoire des Alliés en 1945, Truman décide d'abolir l'OSS[116] malgré les objections d'une grande partie de son administration[117]. Alors qu'Allen W. Dulles est devenu l'un des agents les plus renommés pour avoir réussi à pénétrer l'Abewhr (les services secrets de l'Allemagne nazie), il doit quitter ses fonctions contre son gré et rejoint son frère au bureau d'avocats Sullivan & Cromwell[118]. En revanche, les événements internationaux et l'équipe de Truman persuadent rapidement le Président de remettre sur pied le projet de la CIA qui devient ainsi une partie intégrante du « National Security Act » de 1947. Si Dulles est loin du pouvoir exécutif à cette époque, il influence néanmoins le comité du congrès chargé de la création formelle du projet en étant leur consultant principal : « Americans had the raw materials for building the greatest intelligence service in the world[119]. » En réalité, Dulles rayonne tellement concernant l'appareil d'espionnage du gouvernement qu'il est pressenti pour en être le directeur advenant une victoire de Thomas E. Dewey – candidat républicain à l'élection présidentielle de 1948. D'ailleurs, Hillenkoetter – Directeur de la CIA de 1947 à 1950 – note ironiquement que Allen Dulles a tout fait à l'exception d'avoir inscrit son nom sur la porte de la Direction[120].

Toutefois, la défaite inattendue de Dewey le contraint au compromis et, malgré son ambition débordante, Dulles accepte le poste de second, derrière le nouveau directeur Walter Bedell Smith, en 1950. Ensuite, dans cette période de réorganisation inscrite dans le « National Security Act », il n'est pas encore clarifié si les opérations clandestines doivent être sous la responsabilité de la CIA ou du « Joint Chiefs of Staff ». Allen W. Dulles est un franc défenseur de l'idée que cette compétence

---

116 L'OSS («Office of Strategic Services») est une agence de renseignement américaine formée durant la Seconde Guerre mondiale sous la présidence de Roosevelt.

117 Weiner, *Op. cit.,* p. 8.

118 Ambrose et Immerman, *Op. cit.*, p. 173.

119 Weiner, *Op. cit.,* p. 26.

120 *Ibid.,* p. 42.

doit revenir à la CIA[121]. Il obtient d'ailleurs gain de cause au sein de cette confrontation bureaucratique. Ainsi, le Directeur de la CIA devient le principal fournisseur d'information du NSC tout en ayant le mandat de gérer les opérations clandestines. Puis, dès son entrée en fonction, Dulles demande que le budget de la CIA soit augmenté de onze fois sa valeur en 1948 (soit 587 millions $), la portion pour les « opérations clandestines » représentant trois fois le montant alloué à « l'espionnage et l'analyse »[122]. De surcroît, en 1953, Allen W. Dulles est finalement nommé Directeur de la CIA sous Eisenhower et possède maintenant toute la latitude pour faire la promotion des opérations clandestines auprès de la présidence[123]. Il confie alors à Richard Helms (complice de Dulles durant la Seconde Guerre Mondiale) : « I want to be absolutely sure you understand how important covert operations are right now. […] The White House and this administration have an intense interest in every aspect of covert action[124]. » Selon lui, il s'agit de la solution ultime pour gagner la guerre froide contre un ennemi dont le plan suprême est de « contrôler le monde entier[125] » et qui rend l'environnement mondial hostile et imprévisible : « Our vital interests are subject to attack in almost every quarter of the globe at any time[126]. » Toutefois, les premières tentatives d'utilisation des opérations clandestines pour exercer un « Rollback » derrière le rideau de fer s'avèrent peu concluantes et même contre-productives. Les échecs en Albanie, en Ukraine et à Berlin donnent une image d'impuissance de la CIA au sein du cercle décisionnel. Malgré le fait que Dulles préfère concentrer ses efforts en Europe, ces échecs l'entraînent à considérer des tentatives de subversions à la périphérie. Dans ce contexte, la situation iranienne constitue un terreau fertile afin de redorer le prestige de la CIA et confirmer sa position incontournable au sein de la Guerre froide.

Sur ce dossier, le statut d'État « neutre » qu'arbore l'Iran dans la confrontation entre l'URSS et les États-Unis irrite W. Dulles : «The area "was not sure where it stands in the political program of the West to prevent the onward march of communism… Much depends on us[127]." » Sa perception se radicalise lors de l'élection de Mossadegh. Il associe dès lors l'instabilité de la situation aux machinations du communisme international et aux tactiques cyniques de Moscou à l'image de la récente guerre de Corée[128]. De même qu'en rétrospective, dans son ouvrage

---

121 Peter Grose, *Gentleman spy: the life of Allen Dulles*, New York: Houghton Mifflin, 1994, p. 355.

122 Weiner, *Op. cit.,* p. 60.

123 Richard E. Neustadt et Ernest R. May, *Thinking in Time: The Uses of History for Decisions-Makers,* New York: The Free press, 1986, p. 218.

124 Weiner, *Op. cit.,* p. 79

125 Allen Dulles, *The Craft of Intelligence*, London: Weidenfeld and Nicolson, 1963, p. 49.

126 *bid.,* p. 55. (Nos italiques)

127 Moraes Ruehsen, *Loc. cit.,* p. 459.

128 Grose, *Op. cit.*, p. 363.

The Craft of Intelligence (1963), l'ancien Directeur maintient toujours le point de vue que Mossadegh est une marionnette pour les Soviétiques en 1953 et félicite l'équipe d'Eisenhower d'avoir pris l'initiative du coup d'État[129]. Autrement dit, le projet sert à la fois à remplir des objectifs contre-communistes que de vitrine pour démontrer le potentiel de la CIA. L'appel téléphonique entre les deux frères Dulles le 24 juillet 1953 est un bon exemple pour illustrer ce chevauchement de visions où le Directeur de la CIA suggère au Secrétaire d'État la réaction convenable à adopter concernant un mémo de la situation : « It would benefit the project if we express apprehension because he [Mossadegh] is leaning more and more on Tudeh[130]. » En somme, à l'échelle des membres du NSC sur la question iranienne, Allen W. Dulles présente l'image d'un entrepreneur exécutif qui exerce une pression significative sur le processus décisionnel de manière informelle pour prescrire l'Opération Ajax. Mieux, sa relation avec ce mode d'intervention controversé qu'il a à la fois exercé et calibré tout en ayant contribué à la genèse de l'institution qui coordonne cette tactique laisse croire à un usage presque naturel du coup d'État dans sa conception. Après tout, pour reprendre les mots de notre acteur, « [The CIA is] the State Department for unfriendly countries[131] ».

Les dominos de John Foster Dulles : Entrepreneur de normes

Dès ses premiers contacts avec Eisenhower, John Foster Dulles demeure le plus grand sceptique de la doctrine du « Containment ». Selon lui, il s'agit d'une stratégie trop défensive et réactive qui laisse toute l'initiative à l'Union soviétique, en plus de lui donner le temps nécessaire pour consolider son pouvoir et exercer son influence[132]. Pire, cette doctrine est « négative », « futile » et « immorale » puisqu'elle laisse une grande partie de l'humanité sous le joug du « despotisme » et de « l'athéisme » des communistes[133]. Si cette doctrine est appliquée au sens propre, « the United States would call it quits with the Russians if they would be satisfied with six hundred million captives and let us alone[134] ». Ainsi, Dulles se fait le partisan de repousser le rideau de fer de manière réaliste et pragmatique par tous les moyens disponibles :

---

129 Dulles, *Op. cit.,* p. 216.

130 United States Department of States, *Op. cit.,* p. 738.

131 Ambrose et Immerman, *Op. cit.,* p. 178.

132 Twing, *Op. cit.,* p. 68.

133 James Carroll, *House of War: The Pentagon and the Disastrous Rise of American Power,* New York: Houghton Mifflin, 2006, p. 205.

134 Cité dans : Michael A. Guhin, *John Foster Dulles: A Statesman and his Times,* New York: Columbia University Press, 1972, p. 174. (Nos italiques) Par « captive », Dulles conçoit la population sous régime communiste comme étant prisonnière et victime d'une élite au pouvoir totalitaire.

> « The Eisenhower administration must take off the gloves. "The way to stop him [the Soviets] is to be ready and able to beat him at his own game." Dulles acknowledged that his recommendation entailed "increased risks" but predicted along its present course "disaster is almost a certainty[135]." »

Dans cette perception de l'environnement mondial comme étant hostile et en proie au joug communiste, la théorie des dominos demeure l'une des représentations maîtresses qui a influencé la pensée du décideur tout comme celle de son frère Allen W. Dulles. Conformément à notre cadre d'analyse, dès qu'une situation locale est interprétée par les élites de sécurité nationale comme ayant le potentiel d'entraîner une réaction en chaîne de révolutions communistes, cette situation est automatiquement définie comme relevant de l'intérêt national. En conséquence, il va de soi que les États-Unis agissent pour prévenir la réalisation de cette métaphore alors que l'État est représenté comme la figure de proue du « monde libre »[136]. Ironiquement, la racine de cette métaphore est la pensée de Lénine pour qui le tiers-monde est le maillon faible de l'impérialisme[137]. En résumé, afin d'arriver à une révolution mondiale, l'internationale communiste doit mettre l'accent sur les mouvements nationalistes à la périphérie. Une fois que les grandes puissances n'ont plus les avantages de leurs colonies ou protectorats pour supporter le niveau de vie de leur classe ouvrière, une révolution au cœur même de ces dernières risque d'éclore. Dans sa version à l'américaine, la métaphore des dominos suppose que lorsque la turbulence commence à un endroit *x* sur la planète, le dernier domino, celui des États-Unis, finira inévitablement par tomber[138]. La seule façon de contourner ce processus est de repérer un domino potentiel et de le stabiliser pour prévenir sa chute[139]. En conséquence, selon Dulles, il n'y a pas d'intérêts majeurs ou mineurs dans le conflit de la guerre froide, tout est interrelié et la seule façon de miner le communisme est de retenir ou d'inverser la chute des dominos tout en esquivant une guerre ouverte[140]. En ce sens, ce n'est que par leurs victoires à l'échelle de la planète que les « régimes communistes totalitaires » arrivent à survivre et à se cristalliser. Par exemple, lors d'une discussion au NSC avant le coup d'État, Dulles affirme : « We must hold the present outpost position. There is no place around the orbit of the Soviet world which we can now afford to lose because further losses cannot now be insulated and will inevitably set up a *chain reaction*[141]. »

---

135 Richard H. Immerman, *John Foster Dulles: piety, pragmatism, and power in U.S. foreign policy*, Wilmington: Scholarly Resources, 1999, p. 46. (Nos italiques)

136 Weldes, *Loc. cit.*, (1996), p. 283.

137 Adam B. Ulam, *Expansion and Coexistence: The History of Soviet Foreign Policy 1917-1967,* New York: Praeger, 1969, p. 28.

138 Frank Ninkovich, *Modernity and power: a history of the domino theory in the twentieth century*, Chicago: The University of Chicago press, 1994, p. x.

139 *Idem.*

140 Holsti, *Op. cit.*, 1970, p. 146.

141 Ninkovich, *Op. cit.*, p. 221.

Concernant le dossier iranien, cet État risque d'être le prochain domino puisque tous les éléments sont réunis pour un coup d'État communiste selon le Secrétaire. Parmi ces éléments, le problème de l'Iran n'est pas l'arrêt de son approvisionnement en pétrole au « monde libre » mais plutôt le chaos à l'interne causé par l'embargo pétrolier britannique[142]. Le conflit anglo-iranien est « dangereux » puisqu'il risque de mettre l'Iran en faillite. Cette éventualité risque d'être une rampe de lancement pour alimenter le discours anti-impérialiste du Tudeh et justifier un coup d'État des communistes[143]. Par ailleurs, le Secrétaire d'État conçoit la situation contre l'élargissement de la sphère communiste en Iran en se servant de l'analogie de la guerre de Corée : « We must take clear positions so that war could not result from Soviet miscalculations. There must be no repetition of the Fuzzy situation in Korea in the spring of 1950, which constituted an invitation to the Soviets to move against South Korea[144]. » La stratégie de John Foster Dulles, en 1953, est de créer une alliance – le Pacte de Bagdad – pour la région du Moyen-Orient afin de contrer la menace communiste. En revanche, ce projet d'antidote à l'effet domino ne peut fonctionner que si la situation en Iran se stabilise à l'avantage du « monde libre ». « Iran, […], was the *obvious weak spot* in what could become a strong defensive arrangement of the northern tier of states: Turkey, Iraq, Syria and Pakistan. But the arrangement was not hopeless if we could *save Iran*. Our immediate need, therefore, was to concentrate on saving the situation there[145]. » En somme, le rôle de John Foster Dulles concernant le processus décisionnel de l'Opération Ajax évoque l'image d'un entrepreneur de normes qui structure le débat non pas aux fins de renforcer un quelconque prestige institutionnel, mais essentiellement selon sa conception théorique du monde et les valeurs que l'Amérique doit y défendre. Nous y reviendrons.

Le coup préventif de Dwight Eisenhower

Eisenhower est d'accord avec l'essentiel de la substance politique du NSC-68 de l'administration Truman concernant le danger que constitue l'Union soviétique. Seulement, il refuse de donner carte blanche au Département de la Défense puisque « l'énervement économique causé par d'énormes dépenses militaires détruirait le pays autant que des bombes soviétiques[146] ». Pour résoudre le paradoxe d' « accroître la sécurité » des États-Unis tout en réduisant le fardeau d'une telle entreprise sur l'économie, son administration mise sur les armes nucléaires et les opérations clandestines[147]. Pour cette dernière catégorie, Eisenhower adopte les conclusions du rapport Doolittle en 1954 :

---

142 Moraes Ruehsen, *Loc. cit.,* p. 470.

143 *Idem.*

144 Gavin, *Loc. cit.*, p. 83.

145 *Ibid.,* p. 85.

146 H. W. Brands, «The Age of Vulnerability: Eisenhower and the National Insecurity State», *The American Historical Review,* vol. 94, nº 4 (1989), p. 966. (Notre traduction)

147 Weiner, *Op. cit.,* p. 86.

> « If the United States is to survive, long-standing American concepts of 'fair play' must be reconsidered. We must develop effective espionage and counter-espionage services and must learn to subvert, sabotage, and destroy our enemies by more clever, more sophisticated, and more effective methods than those used against us[148]. »

Durant les huit années de sa présidence, plus de 170 opérations clandestines majeures – politiques, psychologiques et paramilitaires – dans 48 États sont entérinées[149].

Pour ce qui est du dossier iranien, il préoccupe Eisenhower dès juin 1951 alors qu'il est toujours commandant suprême de l'OTAN. À ce stade, il emploie une analogie avec la Chine pour construire sa représentation : « The situation there has not yet gotten into as bad a position as China, but sometimes I think it stands at the same place that China did only a few years ago. Now we have completely *lost* the latter nation… I most certainly hope that this *calamity is not repeated in the case of Iran*[150]. » De plus, dans ses mémoires, Eisenhower invoque que la « faiblesse » de Mossadegh aurait pu entraîner un coup d'État du Tudeh, à l'image de l'épisode d'Edvard Benes en Tchécoslovaquie[151]. Ainsi, l'élément déclencheur de l'interprétation finale d'Eisenhower est l'appui du Tudeh au gouvernement de Mossadegh et sa volonté de ne pas reproduire les erreurs de l'administration Truman[152]. Pour lui, la gravité de la situation est telle que les initiatives diplomatiques deviennent trop risquées face à un gouvernement qui s'aligne de plus en plus vers le « communisme » et qui gère le pays comme un « dictateur »[153] : « If Musaddiq was not a Communist himself, then he was either a *fool* or a *stooge* for the Communists, and in that case he would do until a real Communist appeared[154]. » Pour tout dire, Eisenhower et sa perception de la situation à la fois avant et durant sa présidence est un terrain favorable à l'émergence d'entrepreneurs politiques derrière un projet qui se veut en rupture radicale par rapport aux opérations conventionnelles de la CIA. Bien qu'il garde une certaine réticence jusqu'à sa décision finale en juillet, il finit par abdiquer devant la force persuasive du débat encadré par la jonction d'un entrepreneur exécutif et d'un entrepreneur de normes sur la question iranienne. L'impact de ce double entreprenariat sur le groupe décisionnel est traité dans la section qui suit.

---

148 Ambrose et Immerman, *Op. cit.,* p. 188. (Nos italiques)

149 Weiner, *Op. cit.,* p. 87.

150 Moraes Ruehsen, *Loc. cit.,* p. 470. (Nos italiques)

151 Eisenhower, *Op. cit.,* p. 163.

152 À ce titre, Goldsmith est d'avis que les analogies – si l'on accepte qu'elles peuvent être rattachées au processus cognitif des décideurs – ont un impact significatif dans le processus décisionnel lorsque ces dernières sont vues comme des erreurs majeures commises par des dirigeants antérieurs. (Benjamin Goldsmith, «Imitation in international relations: analogies, vicarious learning, and foreign policy», *International Interactions,* vol.29, nº 3 (2003), p. 255.)

153 Harold Asbury Scott, *Op. cit.,* p. 96.

154 Ambrose et Immerman, *Op. cit.,* p. 199 (Nos italiques)

UN COUP QUI TOMBE SOUS LE SENS ? LE MÉCANISME DU CONSENTEMENT

Comment la sécuritisation de la situation en Iran ainsi que le consensus des décideurs sur la nécessité de l'Opération Ajax se sont-ils obtenus avec aussi peu de dissensions ? Dans la section qui suit, l'analyse se déplace des individus au groupe pour offrir une piste de réponse : la présence du phénomène de *pensée groupale* combiné à la prépondérance de John Foster Dulles comme entrepreneur politique à l'échelle du cercle décisionnel.

Une décision symptomatique de pensée groupale

La décision d'aller de l'avant avec l'Opération Ajax reflète plusieurs signes de pensée groupale[155]. Rappelons-le, la pensée groupale est l'obtention d'un consensus rapide et prématuré sur une question précise avec un minimum de délibérations et de pluralisme. (1) Premièrement, les réunions clefs qui ont formaté la pensée des décideurs pour aller dans le sens d'une opération clandestine évacuent totalement la question des conséquences éthiques ou morales de ce choix. À l'inverse, pour John Foster Dulles, le « neutralisme » que pratique Mossadegh est immoral, qu'il soit élu démocratiquement ou pas[156]. De plus, l'autorité morale des États-Unis en tant que défenseurs du « monde libre » est prise pour acquis et surpasse toute considération éthique sur les opérations clandestines. (2) Deuxièmement, et surtout lors du dénouement, on observe une tendance à associer Mossadegh à la vision stéréotypée d'un être « stupide », « irrationnel » et fou («madman») qui a perdu tout contact avec la réalité. Cette interprétation non contestée conduit à rendre superflue la poursuite de tentatives diplomatiques pour résoudre la crise tout en incitant les partisans de cette option au silence. (3) Troisièmement, lors des réunions qui précèdent le coup, plusieurs membres se sont autocensurés en se gardant d'apporter des interprétations alternatives conformément à leur idée sur la question. L'exemple parfait d'autocensure se trouve dans le compte-rendu de Roosevelt de la réunion du 25 juin au Département d'État où aucun des subalternes de John Foster Dulles n'ose exprimer de commentaires à l'encontre de son interprétation du problème et de la solution proposée malgré leurs doutes ou leurs convictions. Parallèlement, Schlesinger est d'avis que le processus décisionnel sous Eisenhower est bâclé concernant les opérations clandestines en raison de leur manque de supervision[157]. À son instar, Weiner illustre que pour l'essentiel des opérations clandestines, le mode de prise de décision sous Eisenhower n'est formé que de trois hommes : le Président en conversation à huis clos avec les frères Dulles[158]. Une fois la décision prise, les frères Dulles en font part à leurs subalternes.

---

155 Voir la p. 9 du présent travail pour revoir l'explication des quatre symptômes.

156 Holsti, *Loc. cit.*,1974-1975, p. 38.

157 Arthur Schlesinger Jr, «Effective National Security Advising: A Most Dubious Precedent», *Political Science Quarterly,* vol. 115, (automne 2000), p. 350.

158 Weiner, *Op. cit.,* p. 87.

Ainsi, dans sa pratique même, ce processus qui s'amorce par un fait accompli aligne indirectement les autres dirigeants sur les voies de l'autocensure. (4) Quatrièmement, pour revenir au cas de l'Opération Ajax, Allen W. Dulles et John Foster Dulles sont les deux acteurs qui détiennent le plus d'information sur la situation iranienne en raison de leur position institutionnelle. Par leur sélection de l'information et sa diffusion selon leur représentation, ils agissent en tant que *gardiens de la ligne de pensée* (« *mindguards* »)[159] et orientent le débat à leur convenance sans tenir compte des perceptions des rangs inférieurs conformément à la hiérarchie des bureaucraties qu'ils pilotent[160].

Un NSC en proie à un « prédateur décisionnel »

Si l'on éloigne notre loupe analytique des opérations clandestines vers une vision d'ensemble du NSC d'Eisenhower, on constate que la littérature offre un bilan plutôt mitigé concernant la qualité des délibérations dans cette structure[161]. Par exemple, selon Immerman, malgré certains bienfaits de la structure formelle du NSC, cette dernière accorde à la vision de John Foster Dulles une prépondérance qui fait plus état de la règle que de l'exception[162]. De même, bien que cette structure ait pour objectif de favoriser une mosaïque d'options, la présence d'un entrepreneur de normes couplé à un entrepreneur exécutif vient dissoudre cette propriété inscrite sur papier. Dans l'ordre, les discussions commencent généralement par Allen W. Dulles qui décrit la situation avec l'information qu'il sélectionne[163]. Ensuite, le Président demande à John Foster Dulles d'émettre le premier commentaire :

> « He held forth, arguing with the skill and tenacity of a trained lawyer and experienced propagandist. Dulles was not a dynamic orator, but he was an intense one. He thrived on counterarguments, seizing on them as opportunities to sharpen his own. […] He was able to anticipate most of the resistance he encountered and effectively rebut it[164]. »

---

159 Janis, *Op. cit.*, p. 174-175.

160 D'ailleurs, à la suite du fiasco de la Baie des cochons sous la présidence de Kennedy alors qu'Allen W. Dulles est toujours Directeur de la CIA, l'administration se rend vite compte que la structure institutionnelle donne beaucoup trop d'influence à l'interprétation du chef du renseignement. Pour contrer son contrôle de l'information et centraliser les services de renseignements de chacun des corps armés – Marine, Terre, Air, Fusiliers marins – l'administration Kennedy forme la « Defense Intelligence Agency » (DIA) qui devient un outil efficace pour renforcer la portée de la représentation du Secrétaire de la Défense dans les débats à venir. (Carroll, *Op. cit.,* p. 259.)

161 David, *Op. cit.*, 2004, p. 193.

162 Immerman, *Op. cit.,*1999, p. 48.

163 Il est à noter que les deux frères ont régulièrement des conversations téléphoniques au préalable pour organiser leur participation aux réunions.

164 *Idem.*

Cette séquence combinée au travail en tandem des deux entrepreneurs offre donc toute la latitude à John Foster Dulles pour « cadrer » l'interprétation de départ d'une situation. Puis, si l'on compare le Secrétaire d'État à ses collègues, sa force réside dans sa capacité à disqualifier tout acteur qui chercherait à le contredire sur les dossiers en relations internationales et à orienter un courant de pensée. De plus, tout au long de l'exercice de ses fonctions, il tente de prévenir quiconque d'acquérir autant d'influence que lui sur le Président[165]. Pour tout dire, au sein du cabinet d'Eisenhower, John Foster Dulles maîtrise toutes les cartes indispensables pour être un entrepreneur de normes colossal et pour ainsi aligner le processus décisionnel sur sa vision des choses : une structure formelle qui lui octroie le premier droit de parole à la suite de son frère, des capacités de persuasion hors-pair et l'oreille attentive du Président. Le seul acteur qui peut donc contourner facilement cette prépondérance est le Président lui-même, comme l'exemple du discours « Chance for Peace » le démontre. Ainsi, structure formelle ou pas, les acteurs – Dulles dans ce cas-ci – peuvent arriver à contourner les mécanismes qui favorisent en théorie l'exercice d'un véritable débat d'options pour imposer leur représentation.

L'EMPREINTE DE L'OPÉRATION AJAX

Eisenhower n'en croit pas ses yeux lorsqu'il lit le rapport de la CIA concernant l'implacable succès de l'Opération à sa deuxième tentative : « […] it sounded more like a dime novel than historical fact[166]. » Mossadegh et les dirigeants du Tudeh sont emprisonnés par l'armée et les forces du nouveau Premier Ministre, le Général Zahedi. Promonarchiste, il est choisi par les États-Unis et imposé au Shah malgré ses premières réticences[167]. 1953 met donc fin à la période de pluralisme politique que l'Iran a connu pour que son régime politique redevienne une monarchie avec peu de contraintes constitutionnelles[168]. Peu de temps après, le conflit pétrolier est résolu par l'emploi d'un consortium pour gérer l'industrie et avec des termes similaires à ceux que connaît l'Arabie saoudite – 50 % de partage des profits avec le gouvernement. Il est intéressant de noter que les compagnies américaines ont réussi à avoir une place au sein du consortium à hauteur de 40%, soit l'équivalent des parts de l'AIOC[169]. Ensuite, pour reprendre la représentation de Dulles, le domino iranien est finalement stabilisé. Le pacte de Bagdad est signé en 1954 et comprend la Grande-Bretagne, la Turquie, l'Irak, le Pakistan et l'Iran. En somme, le succès de l'Opération Ajax est interprété comme une victoire dans la

---

165 Holsti, *Loc. cit.*, 1974-1975, p. 39.

166 Dwight D. Eisenhower, *Mandate for Change, 1953-1956: The White house years,* Garden City: Doubleday, 1963, p. 164.

167 Michael Axworthy, *Empire of the Mind: A History of Iran,* New York: Basic Books, 2008, p. 236.

168 *Ibid.,* p. 239.

169 Ambrose et Immerman, *Op. cit.*, p. 213.

guerre froide contre l'Union soviétique et demeure un modèle efficace et rentable pour les opérations clandestines à venir. C'est d'ailleurs le même modèle que l'administration veut appliquer au Guatemala en 1954. *Ainsi, l'utilisation du coup d'État, perçu comme de la « folie totale » sous Truman, devient une option normale dans le conflit de la guerre froide.*

En revanche, si les dirigeants se réjouissent des fruits de l'Opération à court terme, le coup laisse des marques profondes à long terme. À la suite de l'Opération Ajax, la destruction des partis séculiers les plus importants – le Front national et le Tudeh – ouvre indirectement la voie à la Révolution islamique[170]. Outre les forces en faveur de la monarchie, le clergé chiite reste la seule structure de pouvoir alternative qui n'est pas purgée. D'ailleurs, parmi les événements au cœur de la Révolution islamique, l'épisode de la prise de l'ambassade américaine en 1979 est intimement lié au symbole du coup d'État, ce lieu ayant été fréquemment employé pour coordonner l'Opération[171]. Plus précisément, l'interprétation dominante post-1953 présente les États-Unis comme les défenseurs du régime répressif du Shah. Après la Grande-Bretagne, ils se retrouvent à être la tête d'affiche du cercle des grandes puissances « menaçantes » qui empêchent l'Iran de s'émanciper[172]. Ainsi, cette image des États-Unis comme un « autre » hostile ou un « grand satan » est à la base même de la (re)construction de l'identité iranienne autant dans le discours de Khomeiny qu'actuellement. À ce titre, le discours du président Ahmadinejad dans sa défense du nucléaire iranien en est le meilleur exemple : « Si vous [les grandes puissances] n'aviez pas barré la route, l'Iran ne serait pas devenu une puissance nucléaire et n'aurait pas eu une puissance dans l'espace[173]. » De même, le coup d'État a créé le mythe que les services de renseignements des États-Unis peuvent faire des miracles, ce qui sert à soutenir les théories de la conspiration chères à certains dirigeants de la République Islamique[174]. Le thème de l'interférence des puissances étrangères dans la politique interne de l'Iran a d'ailleurs été constamment employé dans le discours des élites – incluant le guide suprême Ali Khamenei – durant la crise postélectorale de juin 2009[175].

CONCLUSION

Pour conclure, alors que la littérature sur l'Opération Ajax met l'accent sur le débat d'une continuité ou d'une discontinuité entre l'administration Truman et Eisenhower concernant la question iranienne, la dernière analyse partage la position qu'il s'agit d'un débat stérile. En ce sens, bien que l'administration

---

170 Abrahamian, *Loc.cit.,* p. 213.

171 Pollack, *Op. cit.*, p. 68.

172 Axworthy, *Op. cit.*, p. 238.

173 AFP, « Téhéran juge les sanctions « infantiles », *Le Devoir* (Montréal), 14 mars 2009, p. A10.

174 Pollack, *Op. cit.,* p. 71.

175 Michael Slackman, « Iran Warns West Against Interference », *The New York Times* (New York), [En ligne], 7 juillet 2009. www.nytimes.com/2009/07/07/world/middleeast/07iran.html

Truman indique que l'Iran est vulnérable, sa représentation de la « menace » est associée aux ambitions expansionnistes de l'Union soviétique à son égard plutôt qu'au personnage de Mossadegh. Ainsi, il manque une partie du casse-tête pour affirmer la thèse de la continuité alors que l'utilisation d'une opération clandestine pour renverser le premier ministre iranien ne va pas de soi lorsque Truman quitte ses fonctions. Par son NSC-136/1, l'administration Truman établit les paramètres de l'interprétation de départ à l'administration Eisenhower. Le reste appartient à la lutte de représentations à l'intérieur du cercle décisionnel de l'administration républicaine.

Parmi ce cercle décisionnel, le rôle d'Allen W. Dulles et de John Foster Dulles est prépondérant dans la construction de l'intérêt national qu'ils relient à la situation en Iran. Sur ce point, le débat concernant l'avenir de la guerre froide sans Staline est un indicateur du rôle de John Foster Dulles par rapport à Eisenhower. Le secrétaire d'État représente le sujet « États-Unis » dans l'environnement mondial comme étant dans un jeu à somme nulle avec l'Union soviétique. Aucun compromis avec l'URSS n'est possible dans la lutte. Si l'opportunité de gains n'est pas saisie, la position américaine à la tête du « monde libre » est sans espoir. À l'inverse de Dulles, si Eisenhower croit à la possibilité d'une « URSS » moins hostile, l'absence d'un écho de l'Union soviétique à la suite du discours « Chance for peace » diminue la crédibilité de cette interprétation. Ainsi, en plus du fait que la version de Dulles est plus populaire parmi les membres du cabinet, l'absence d'une percée vers des négociations de paix rend d'autant plus dominante la vision d'une dynamique de perpétuelle confrontation.

Lorsque le dossier iranien est abordé, la description de la menace par deux entrepreneurs politiques – Allen W. Dulles suivi de John Foster Dulles – suit ultimement le même schème de pensée de confrontation où l'Iran est vu comme le prochain champ de bataille. La narration même des frères Dulles est campée dans cette logique qui ne laisse aucune issue diplomatique. Plutôt que de présenter d'autres interprétations, l'équipe d'Eisenhower renchérit sur le caractère « menaçant » de la situation iranienne notamment en la reliant à la représentation que fait John Foster Dulles de l'URSS. C'est la cascade de sécuritisation où l'acte de sécuritisation initial est renchéri par les autres membres en négligeant les nuances de départ. Il va donc de soi pour le Président de consolider la sécuritisation alors que l'interprétation des événements récents par ses collaborateurs conduit à penser à un éventuel coup d'État communiste. Une perspective qui est représentée comme une menace existentielle en raison de l'effet domino qu'elle risque d'entraîner dans tout le Moyen-Orient. Puisque cette éventualité est directement liée à la survie des États-Unis dans le discours dominant, la prise de mesures extraordinaires – Opération Ajax – apparaît automatiquement légitime pour le cercle décisionnel. En revanche, contrairement à l'épisode du discours de « Change for Peace », la vision d'Eisenhower concernant la situation en Iran est un terrain favorable à l'utilisation d'un coup d'État qu'il veut « préventif ». Dans une autre perspective, cette séquence concernant la décision est facilitée par le phénomène d'entreprenariat politique

et par un processus décisionnel symptomatique de pensée groupale. Alors que plusieurs acteurs pourraient s'opposer à la décision, ils gardent le silence et refusent de contester la version dominante qui est mise en branle sans dissensions à Washington. En définitive, alors que Roger Goiran – chef de station de la CIA à Téhéran – doit remettre sa démission en 1953 pour avoir une interprétation à contre-courant, il peut être satisfait que sa vision disqualifiée soit maintenant dominante au sein de l'administration américaine. Comme quoi, les dirigeants de 1953 n'arrivent qu'à conceptualiser le problème à court terme sans imaginer les conséquences désastreuses du coup d'État à long terme.

Implications théoriques

Lorsque Carroll veut parler de la force des normes qui englobent les décideurs, il utilise la métaphore du courant engendré par les chutes de Niagara[176]. Il est donc possible mais contre-intuitif et extrêmement risqué d'aller à contre-courant. En parallèle, le cadre de Weldes qui se concentre sur les luttes de représentations se limite à identifier ce puissant courant à l'échelle de l'agence englobée par un contexte culturel et social. Mais comment ce courant émerge-t-il ? En d'autres termes, qui est responsable de la condensation des premières gouttes qui forment les chutes en bout de ligne et dans quel contexte ? Plus spécifiquement, outre les circonstances sociales ou culturelles d'émergence d'une représentation dominante ou d'une norme, ces dernières ne sont pas construites par magie pour ensuite être intériorisées et se cristalliser sous la forme d'une convention non problématisée. La pièce manquante du cadre de Weldes peut donc être comblée par le concept d'entrepreneur politique (ou de normes). Pour reprendre notre métaphore, il s'agit d'un acteur qui construit activement les premières gouttes qui, par ruissellement, ont le potentiel de former un courant. Cependant, qui est un entrepreneur et qui ne l'est pas au sein des élites de sécurité nationale ? Quelles circonstances favorisent leur émergence et leur succès pour que leur vision devienne dominante ? D'un cas à l'autre, les rôles clefs derrière la construction de la représentation dominante peuvent diverger. Par exemple, dans notre cas il s'agit du Secrétaire d'État et du Directeur de la CIA, dans une autre administration, il pourrait s'agir du Secrétaire à la Défense. Ainsi, si les décideurs effectuent des luttes pour définir l'intérêt national, ils ne commencent pas sur la même ligne de départ. Il est donc pertinent de joindre des éléments de l'analyse du processus décisionnel afin de démontrer pourquoi un acteur a plus d'impact qu'un autre avant même qu'il défende sa position et lorsqu'il la défend. Par exemple, l'Opération Ajax est un cas pour expliquer comment la structure institutionnelle d'Eisenhower et le choix de son équipe a favorisé un type d'interprétation sans réel débat en la matière.

---

176 Carroll, *Op. cit.,*486.

De même, le point de départ de l'opérationnalisation du concept de sécuritisation devrait commencer à l'intérieur même des discussions des décideurs, si les données le permettent. Ainsi, avant même que survienne un acte de sécuritisation vers une audience publique, un enjeu doit être sécuritisé au sein des dirigeants par un acteur. Il s'agit de la genèse de toute sécuritisation. Dans ce processus, plusieurs dynamiques peuvent s'observer dont celle de la « cascade de sécuritisation » qui amplifie l'acte de sécuritisation de départ pour généraliser le caractère menaçant d'un enjeu au sein de l'interprétation des décideurs. Dans le même ordre d'idées, la position et le choix des acteurs au sein du processus décisionnel est une piste pour comprendre pourquoi un enjeu est sécuritisé ou non. Maintenant que notre étude de cas a démontré l'apport heuristique d'un tel assemblage théorique, il ne reste plus qu'à construire une théorie qui pourrait faire de cette esquisse conceptuelle un cadre propre et généralisable.

Agenda de recherche

Tout au long de cette dernière étude, les efforts de recherche ont été concentrés sur les visions américaines de la situation iranienne. Afin d'enrichir cette analyse, il serait intéressant d'ajouter les interprétations des autres acteurs clefs qui entourent le coup d'État – la Grande-Bretagne, l'URSS, le Front National, le Tudeh, etc. – pour montrer *comment* chacun des acteurs a construit la question iranienne tout au long de cette période. Plus précisément, qui sont les entrepreneurs à l'intérieur de ces boîtes noires ? Si on en dénote l'absence, pourquoi les agents sont-ils demeurés passifs ? Par exemple, les recherches de Behrooz démontrent que durant l'année 1953, le Tudeh subit d'intenses luttes de représentations pour voir apparaître une interprétation dominante qui conçoit comme contre-productif d'entreprendre un coup d'État contre Mossadegh[177]. De même, l'Iran ne semble pas dans l'imaginaire des décideurs de l'Union Soviétique en 1953 alors que ces derniers sont au cœur d'une phase de lutte pour la succession de Staline. Enfin, pour revenir à une perspective américaine, une analyse sur la tension continuelle entourant le choix des décideurs, entre l'utilisation de moyens de politiques normales et les moyens extraordinaires concernant l'Iran, est pertinente dans la mesure où le cas du nucléaire iranien pose encore le même dilemme. À l'intérieur de ces débats, est-ce que la représentation actuelle de l'Opération Ajax joue un rôle ? Est-elle utilisée comme une analogie par certains décideurs ? On ne peut malheureusement que spéculer au moment où sont écrites ces lignes.

---

177 Maziar Behrooz, «Tudeh Factionalism and the 1953 Coup in Iran». *International Journal of Middle East Studies*. vol. 33, nº 3 (2001), p. 371.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Ouvrages et articles scientifiques

ABRAHAMIAN, Ervand. «The 1953 Coup in Iran». *Science & Society.* vol.65, nº 2 (2001), p. 182-215.

AMBROSE, Stephen E. *Eisenhower*, *Volume two: The President.* New York: Simon & Schuster. 1983, 750 p.

_____. et Richard H. Immerman. *Ike's spies: Eisenhower and the espionage establishment.* Garden City: Doubleday, 1981, 368 p.

ANSARI, Ali M. *Confronting Iran: The failure of American Foreign Policy and the next great conflict in the Middle East.* New York: Basic Books. 2006, 280 p.

ASBURY SCOTT, Harold. «Covert Operations as an instrument of Foreign policy: U.S. intervention in Iran and Guatemala». Thèse : Carnegie Mellon University, 1999, 325 p.

AXWORTHY, Michael. *Empire of the Mind: A History of Iran.* New York: Basic Books, 2008, 341 p.

BEEMAN, William O. *The Great Satan vs. The Mad Mullahs: How the United States and Iran Demonize Each Other.* Chicago: The University of Chicago Press. 2005, 298 p.

BEHROOZ, Maziar. «Tudeh Factionalism and the 1953 Coup in Iran». *International Journal of Middle East Studies*. vol. 33, nº 3 (2001), p. 363-382.

BOWIE, Robert R. et Richard H. Immerman. *Waging peace: how Eisenhower shaped an enduring cold war strategy*. New York: Oxford University press, 1998, 317 p.

BRANDS, H. W. «The Age of Vulnerability: Eisenhower and the National Insecurity State». *The American Historical Review.* vol. 94, nº 4 (1989), p. 963-989.

BUZAN, BARRY, Ole Weaver et Jaap de Wilde. *Security: A new framework for analysis.* Boulder: Lynne Rienner, 1998, 239p.

CAMPBELL, David. *Writing Security: United State's Foreign Policy and the Politics of Identity.* Minneapolis: Minnesota University Press, 1998, 289 p.

CARROLL, J. *House of War: The Pentagon and the Disastrous Rise of American Power.* New York: Houghton Mifflin, 2006, 657 p.

CARTER, Ralph G., et James Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. Durham: Duke University Press, 2009, 312 p.

CARTER, Ralph G., James M. Scott et Charles M. Rowling. « Setting a Course: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in Post-World War II U.S. Foreign Policy ». *International Studies Perspectives*. vol. 5, no 3 (2004), p. 278-299.

CHERNUS, Ira. *Apocalypse Management: Eisenhower and the Discourse of National Insecurity.* Stanford: Stanford University press, 2008, 307 p.

DALE KIBBE, Jennifer. «Presidents as Kingmakers: US decisions to overthrow foreign governments». Thèse, Los Angeles : University of California, 2002, 399 p.

DAVID, Charles-Philippe, Louis Balthazar et Justin Vaïsse. *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation.* Paris : Presses de Sciences Po, 2003, 382 p.

DAVID, Charles-Philippe. *La Guerre et la Paix : Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie.* Paris : Presses de Sciences Po, 2006, 463 p.

_____. *Au sein de la Maison-Blanche : la formulation de la politique étrangère des États-Unis*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2004, 737 p.

FINNEMORE, Martha et Kathryn Sikkink. « International Norm Dynamics and Political Change ». *International Organization*. vol. 52, nº 4 (1998), p. 887-917.

GASIOROWSKI, Mark J. et Malcolm Byrne. *Mohammad Mosaddeq and the 1953 coup in Iran.* Syracuse: Syracuse University Press, 2004, 360 p.

_____. «The 1953 Coup D'État in Iran». *International Journal of Middle East Studies.* vol. 19, nº 3 (1987), p. 261-286.

GAVIN, Francis J. «Politics, Power, and U.S. Policy in Iran, 1950-1953». *Journal of Cold War Studies.* vol. 1, nº 1 (1999), p. 56-89.

GOLDSMITH, Benjamin. «Imitation in international relations: analogies, vicarious learning, and foreign policy». *International Interactions,* vol.29, nº 3 (2003), p. 237-267.

GREENSTEIN, Fred I. et Richard H. Immerman. « Effective National Security Advising: Recovering the Eisenhower Legacy ». *Political Science Quarterly.* vol. 115, nº 3 (2000), p. 335-345.

GREENSTEIN, Fred I. *The hidden-hand presidency: Eisenhower as leader*. New York: Basic Books, 1982, 289 p.

GROGIN, Robert C. *Natural Enemies: The United States and the Soviet Union in the Cold War, 1917-1991*, Oxford: Lexington Books, 2001, 353 p.

GROSE, Peter. *Gentleman spy: the life of Allen Dulles*. New York: Houghton Mifflin, 1994, 641 p.

GUHIN, Michael A. *John Foster Dulles: A Statesman and his Times.* New York: Columbia University Press, 1972, 404 p.

HOGAN, Michael et Thomas Paterson *sous la dir. Explaining the History of American Foreign Relations*. Cambridge: Cambridge University Press, 2004, 366 p.

HOGAN, J. Michael. « The Science of Cold War Strategy: Propaganda and Public Opinion in the Eisenhower Administration's "War of Words" ». In *Critical Reflections on the Cold War: Linking Rhetoric and History.* p. 134-168. College Station: Texas A&M University Press, 2000.

HOLSTI, Ole. «*Will the Real Dulles Please Stand Up*». *International Journal*, vol. 30, nº 1 (1974-1975), p. 34-44.

_____. «The "Operational Code" Approach to the Study of Political Leaders: John Foster Dulles' Philosophical and Instrumental Beliefs». *Canadian Journal of Political Science*. vol. 3, nº 1 (1970), p. 123-157.

HOOPES, Townsend. *The Devil and John Foster Dulles: The Diplomacy of the Eisenhower Era.* Boston: Little, Brown and Company, 1973, 562 p.

IMMERMAN, Richard H. *John Foster Dulles: piety, pragmatism, and power in U.S. foreign policy*. Wilmington: Scholarly Resources, 1999, 221 p.

JANIS, Irving. *Groupthink: psychological studies of policy decisions and fiascos.* Boston: Houghton Mifflin, 1982, 349 p.

KARABELL, Zachary. *Architects of intervention: the United States, the Third World, and the Cold War, 1946-1962*. Baton Rouge: Louisiana State University Press, 1999, 248 p.

KINZER, Stephen. *All the Shah's men: an American coup and the roots of Middle East terror*. Hoboken: Wiley & Sons, 2003, 258 p.

LARRES, Klaus. « Eisenhower and the First Forty Days after Stalin's Death: The Incompatibility of Détente and Political Warfare ». *Diplomacy and Statecraft.* vol.6, nº 2 (1995), p. 431-469.

LÉVESQUE, Jacques. *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev.* Paris : Armand Colin, 1987, 404 p.

MACLEOD, Alex. 2004. « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique ». In *Cultures & Conflits*, vol. 54, nº 2, p. 13-51.

_____. Isabelle Masson et David Morin. « Identité nationale, sécurité et la théorie des relations internationales ». *Études internationales*, vol. 35, nº 1 (2004), p. 7-24.

MARSH, Steve. «Continuity and Change: Reinterpreting the Policies of the Truman and Eisenhower Administrations toward Iran, 1950-1954». *Journal of Cold War Studies.* vol. 7, nº 3 (2005), p. 79-123.

_____. «The United States, Iran and operation "Ajax": Inverting interpretative orthodoxy». *Middle Eastern Studies.* vol. 39, nº 3 (2003), p. 1-38.

MORAES RUEHSEN, Moyara. «Operation "Ajax" Revisited: Iran, 1953». *Middle Eastern Studies,* vol.29, nº 3 (1993), p. 467-486.

MORGENTHAU, Hans. *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace.* Boston: Mcgraw-Hill, 2006, 703 p.

MOSLEY, Leonard. *Dulles: a biography of Eleanor, Allen and John Foster Dulles and their family network*. New York: The Dial press, 1978, 530 p.

NADELMANN, Ethan A. « Global Prohibition Regimes: The Evolution of Norms in International Society ». *International Organization*. vol. 44, nº 4 (1990), p. 479-526.

NEUSTADT, Richard E. et Ernest R. May. *Thinking in Time: The Uses of History for Decisions-Makers.* New York: The Free press, 1986, 329 p.

NEUSTADT, Richard E. *Presidential Power and the Modern Presidents*: *The Politics of Leadership from Roosevelt to Reagan.* New York: The Free Press, 1990, 371 p.

NINKOVICH, Frank. *Modernity and power: a history of the domino theory in the twentieth century*. Chicago: The University of Chicago press, 1994, 418 p.

OLMSTEAD, Justin Q. «Dreamteam: Eisenhower, the Dulles Brothers and U.S. foreign policy». Mémoire: Emporia State University, 2006, 82 p.

PARRY-GILES, Shawn J. *The Rhetorical Presidency, Propaganda, and the Cold War, 1945-1955*. Wesport: Praeger, 2002, 230 p.

PAYNE, Rodger A. « Persuasion, Frames and Norm Construction ». *European Journal of International Relations*. vol. 7, nº 1 (2001), p. 37–61.

POLLACK, Kenneth. *The Persian puzzle: the conflict between Iran and America*. New York: Random House, 2004, 539 p.

ROBERTS, Nancy C. «Public Entrepeneurship and Innovation». *Policy Studies Review*. vol. 11, no 1 (1992), p. 55-74.

ROOSEVELT, Kermit. *Countercoup: The Struggle for the control of Iran.* New-York: Mcgraw-hill, 1979, 217 p.

SCHLESINGER JR, Arthur. «Effective National Security Advising: A Most Dubious Precedent». *Political Science Quarterly.* vol. 115, (automne 2000), p. 347-351.

SCHNEIDER, Mark, et Paul Teske. «Toward A Theory of the Political Entrepreneur: Evidence from Local Government». *The American Political Science Review*. vol. 86, nº 3 (1992), p. 737-747.

TUDDA, Chris. *The truth is our weapon: the rhetorical diplomacy of Dwight D. Eisenhower and John Foster Dulles*. Louisiana State University Press, 2006.

TWING, Stephen W. «The cold war evangelism of John Foster Dulles». In *Myths, models & U.S. foreign policy: the cultural shaping of three cold warriors*, p. 51-92. Boulder: Lynne Rienner, 1998.

ULAM, Adam B. *Expansion and Coexistence: The History of Soviet Foreign Policy 1917-1967,* New York: Praeger, 1969, 775 p.

WEINER, Tim. *Legacy of Ashes: The History of the CIA.* New York: Anchor Books, 2008, 812 p.

WELDES, Jutta. *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis.* Minneapolis: University of Minnesota Press, 1999, 316 p.

_____. «Bureaucratics Politics: A critical constructivist assessment». *Mershon International Studies Review,* vol. 42, no 2 (1998), p. 205-225.

_____. «Constructing National Interests», *European Journal of International Relations,* vol.2, nº 3 (1996), p. 275-318.

Discours, documents officiels et monographies des décideurs

BEDELL SMITH, Walter. «First progress report on paragraph 5a of NSC 136/1, "US policy regarding the Present situation in Iran"». [En ligne], 20 mars 1953. www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB126/index.htm

DULLES, Allen. *The Craft of Intelligence*. London: Weidenfeld and Nicolson, 1963, 272 p.

DULLES, John Foster. *War, Peace and Change.* New York: Garland Publishing, 1971, 170 p.

EISENHOWER, Dwight D. *Mandate for Change, 1953-1956: The White house years.* Garden City: Doubleday, 1963, 650 p.

EISENHOWER, Dwight. «The Chance for Peace». [En ligne].1953. www.eisenhowermemorial.org/speeches/19530416%20Chance%20for%20Peace.htm (page consultée le 8 mai 2009)

NOROUZI, Ebrahim. *Mahmoud Ahmadinejad's Speech in Kermanshah, Iran - January 28, 2009*. [En ligne]. www.mohammadmossadegh.com/news/iran-to-obama-show-us-the-change/_ (page consultée le 15 mars 2009)

OBAMA, Barack Hussein. « President Barack Obama's Inaugural Address ». [En ligne]. 21 janvier 2009. www.whitehouse.gov/the_press_office/President_Barack_Obamas_Inaugural_Address/ (page consultée le 24 juillet 2009)

Office of the press Secretary. « Remarks by the president: On a new beginning », [En ligne]. www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-at-Cairo-University-6-04-09/ (page consultée le 24 juin 2009)

State Department, «Proposed Course of Action with Respect to Iran». [En ligne]. 10 août 1953. www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB126/index.htm

United States Department of State. *Foreign relations of the United States, 1952-1954. National security affairs.* Volume II, Part 1. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1952-1954, 844 p.

_____. *Foreign relations of the United States, 1952-1954. Iran, 1952-1954.* Volume X. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1952-1954, 1092 p.

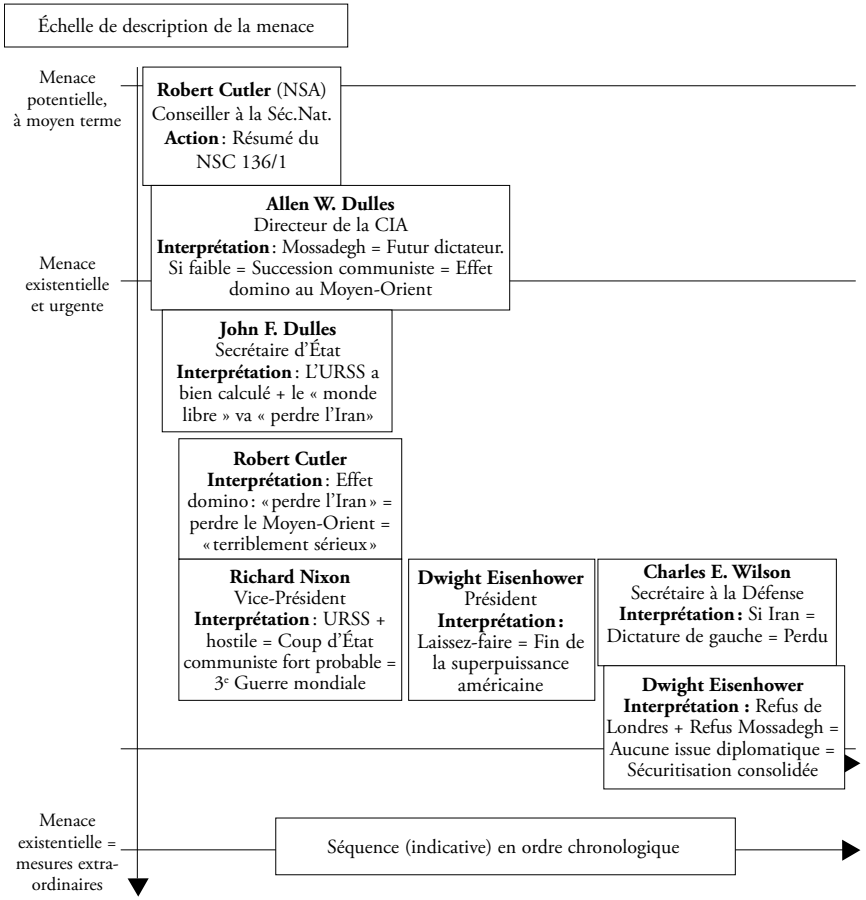
Wilber, Donald. *Clandestine Service History: Overthrow of Premier Mossadeq of Iran, November 1952-August 1953.* [En ligne]. 1954. www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB28/index.html

Articles de journaux

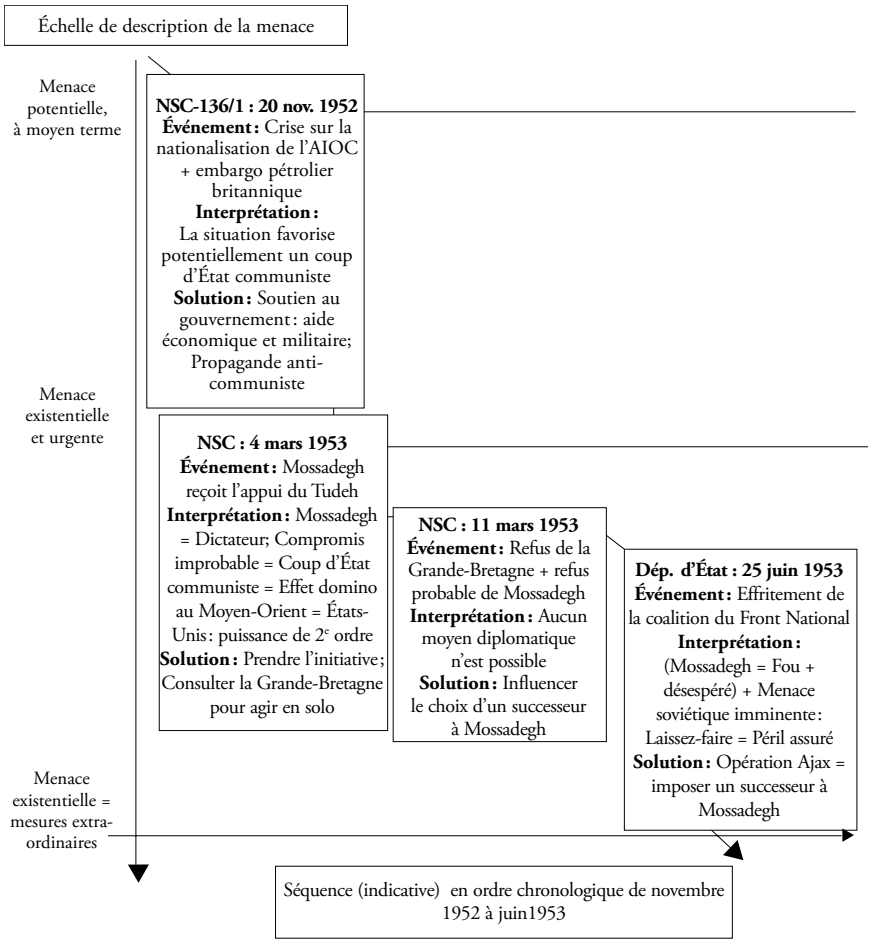
AFP. « Téhéran juge les sanctions « infantiles » ». *Le Devoir* (Montréal). 14 mars 2009, p. A10.

Slackman, Michael. « Iran Warns West Against Interference ». *The New York Times* (New York), [En ligne]. 7 juillet 2009. www.nytimes.com/2009/07/07/world/middleeast/07iran.html

ANNEXE 1 : LA CASCADE DE SÉCURITISATION : NSC, 4 ET 11 MARS 1953



ANNEXE 2 : LA QUESTION IRANIENNE SÉCURITISÉE : 1952-1953



DÉJÀ PARU DANS CETTE COLLECTION :

"Foreign Policy Is Not What I Came Here to Do"
Dissecting Clinton's Foreign Policy-Making: A First Cut
Charles-Philippe David — Novembre 2004 — *Occasional paper 1*

Foreign Policy-Making in the Clinton Administration:
Reassessing Bosnia and the "Turning Point" of 1995
Sébastien Barthe & Charles-Philippe David — Novembre 2004
— *Occasional paper 2*

A Cold War-like Consensus? Toward a Theoretical
Explanation of U.S. Congressional
Executive Relations Concerning National Security Policy After 9/11
Frédérick Gagnon — Novembre 2004 — *Occasional paper 3*

(Re)Writing the "National Security State"
How and Why Realists (Re)Built the(ir) Cold War
David Grondin — Novembre 2004 — *Occasional paper 4*

Are We Headed for a "Cyber-9/11?"
The American Failure in Cyberstrategy
Benoît Gagnon — Novembre 2004 — *Occasional paper 5*

Abusing History
A Critical Analysis of Mainstream International Relations Theory Misconduct
Anne-Marie D'Aoust — Novembre 2004 — *Occasional paper 6*

Le remodelage du Moyen-Orient
De l'Irak à la Syrie
Sami Aoun — Mai 2005 — Étude Raoul-Dandurand 7

Unipolarité et exceptionnalisme
Comment l'unilatéralisme de la politique étrangère américaine
s'inscrit dans la durée
Julien Tourreille — Mai 2005 — Étude Raoul-Dandurand 8

L'idéologie néo-conservatrice
et la politique étrangère américaine sous George W. Bush
Jean-Frédéric Légaré-Tremblay — Mai 2005 — Étude Raoul-Dandurand 9

La responsabilité de protéger
Un nouveau paradigme ou une boîte à outils
Éric Marclay — Octobre 2005 — Étude Raoul-Dandurand 10

Le Moyen-Orient sous occupation
De la résistance nationale à la récupération politique du jihad
Graciela L. Marclay — Mars 2006 — Étude Raoul-Dandurand 11

L'ONU et le recours à la force
ou le mariage de la carpe et du lapin
Thierry Tardy — Octobre 2006 — Étude Raoul-Dandurand 12

La violence irakienne après la fin des opérations conventionnelles de 2003
Buts, fonctionnement et perspectives de l'insurrection en Irak
Nicolas Martin-Lalande — Février 2007 — Étude Raoul-Dandurand 13

La redéfinition de la relation stratégique États-Unis/Inde
Barthélémy Courmont — Septembre 2007 — Étude Raoul-Dandurand 14

Geopolitics in a Post-Cold War context: From Geo-Strategic to Geo-Economic considerations?
Jean-François Gagné — Octobre 2007 — *Occasional paper 15*

Au Nord de l'Hégémon
L'impact des élections américaines de 2008 sur le Québec
Frédérick Gagnon et Karine Prémont — Septembre 2008 — Note de recherche

Le nucléaire civil dans les stratégies de sécurité énergétique au Maghreb et au Proche-Orient
Brahim Saidy — Avril 2009 — Étude Raoul-Dandurand 16

Blocages à la frontière?
Le Québec face aux impératifs sécuritaires américains
Joël Plouffe et Julien Tourreille — Mai 2009 — Note de recherche

Exorcistes américains
La *Heritage foundation*, la guerre culturelle et la sauvegarde des valeurs familiales traditionnelles.
Frédérick Gagnon et Catherine Goulet-Cloutier — Juin 2009 — Étude Raoul-Dandurand 17

Vers une indifférence transatlantique ?
Les relations États-Unis – Europe, entre tensions et partenariat
Roberto De Primis — Septembre 2009 — Étude Raoul-Dandurand 18

Les *Études Raoul-Dandurand* sont disponibles sur demande ou en ligne sur le site Internet de la Chaire: **www.dandurand.uqam.ca**